

- Procès-Verbal -

Assemblée des Président(e)s du Conseil Interfédéral des Activités Aquatiques Vendredi 15 Mai (10h00 à 12h00) en visioconférence

Présents :

| Fédération | Représentant(s) | Qualité |
|------------|----------------------|--|
| FCD | Eric BOULESTEIX | Membre comité directeur FCD en charge de la formation |
| FFESSM | Patrick SAVOUREY | Membre comité directeur FFESSM et Vice-Président du CIAA |
| FFH | Sylvain PAILLETTE | Membre comité directeur FFH et Vice-Président du CIAA |
| FFN | Gilles SEZIONALE | Président FFN et Président CIAA |
| | Laurent CIUBINI | Directeur Général FFN |
| | Vincent HAMELIN | Responsable Développement des pratiques FFN |
| FFPM | Christian ROUDAULT | Directeur Technique National FFPM |
| FFSA | Yves OBIS | Membre comité directeur FFSA et Vice-Président du CIAA |
| FFTri | Cédric GOSSE | Vice-Président FFTri et Secrétaire Général CIAA |
| | Jean-Claude SCHWARTZ | Président FNMNS et Vice-Président CIAA |
| FNMNS | Gilles MICHEL | Membre bureau national FNMNS |
| | Alain BEZARD | Vice-Président FNMNS |
| FSASPTT | Magali ANDRIER | Directrice Technique Nationale – Directrice Générale FSASPTT |
| | Sylvain POIRET | Chargé de développement des offres sportives / Labels FSASPTT |
| FSCF | Jean-Luc ANDRE | Vice-Président FSCF |
| FSGT | Nicole TRESPAILLE | Membre commission fédérale natation FSGT |
| | Thomas VALLE | Coordinateur Pôle des activités et culture sportive FSGT |
| GNEN | Nicolas FOLL | Président GNEN |
| UFOLEP | Jean-Louis BORGNI | Membre comité directeur UFOLEP en charge du suivi des activités aquatiques |
| | Isabelle CHUSSEAU | Directrice Technique Nationale adjointe UFOLEP |
| UNSS | Thibaud VAUZEILLES | Directeur National adjoint UNSS |
| USEP | Christian BOUTRON | Vice-Président USEP |

Excusés :

| Fédération | Représentant(s) | Qualité |
|------------|----------------------|------------------|
| FCD | Yves GLAZ | Président FCD |
| FFESSM | Jean-Louis BLANCHARD | Président FFESSM |
| FFH | Guislain WESTELYNCK | Présidente FFH |

| | | |
|---------|---------------------------|---------------------------|
| FFPM | Joël BOUZOU | Président FFPM |
| FFSA | Marc TRUFFAUT | Président FFSA |
| FFSS | Bernard RAPHA | Président FFSS |
| FFSU | Jean-François SAUTEREAU | Président FFSU |
| FFTri | Philippe LESCURE | Président FFTri |
| FSASPTT | Alain VALENTIN | Président FSASPTT |
| FSCF | Christian BABONNEAU | Président FSCF |
| FSGT | Emmanuelle BONNET-OULALDJ | Présidente FSGT |
| UFOLEP | Arnaud JEAN | Président UFOLEP |
| UGSEL | Bruno DIMPRES | Président UGSEL |
| UNSS | Nathalie CONSTANTINI | Directrice Nationale UNSS |
| USEP | Véronique MOREIRA | Présidente USEP |

Assiste :

| Fédération | Représentant(s) | Qualité |
|------------|-----------------|------------------------------|
| CIAA | Guillaume LUCY | Chargé de développement CIAA |

Début de l'Assemblée Générale Ordinaire du Conseil Interfédéral des Activités Aquatiques dite Assemblée des Président(e)s du CIAA : 10h00.

Le vendredi 15 mai 2020, l'Assemblée des Président(e)s de l'association – Conseil interfédéral des Activités Aquatiques- s'est tenue en visioconférence.

Les membres ont été convoqués par courriel simple.

Appel nominal :

Le Secrétaire Général a procédé à l'appel nominal : 16 fédérations sur 18 fédérations membres du CIAA sont présentes ou représentées.

L'Assemblée des Président(e)s peut délibérer valablement puisque le quorum statutaire est fixé à au moins la moitié des membres présents ou représentés.

Chaque fédération représentée dispose chacune de 2 voix.

Désignation du président de séance et du secrétaire de séance :

Monsieur Gilles SEZIONALE est désigné comme président de séance et Monsieur Cédric GOSSE comme secrétaire de séance et chargé de rédiger le procès-verbal de la réunion.

Monsieur Gilles SEZIONALE ouvre la séance et souhaite la bienvenue aux membres présents.

Il rappelle l'ordre du jour :

- Rapport moral 2019
- Bilan financier 2019
- Budget prévisionnel 2020
- Appel à cotisation 2020
- Point diagnostic des fédérations membres du CIAA
- Questions diverses

Rapport moral :

Actions menées :

- Réunions du Bureau Directeur du CIAA : 18/05/2018; 01/02/2019; 15/03/2019; 17/05/2019; 28/11/2019
- Dépôt des statuts du CIAA
- Obtention du numéro SIRET
- Ouverture du compte bancaire
- Appel à candidature pour intégrer les 4 commissions du CIAA, à savoir : « Organisation des pratiques, ENF, Apprentissages », « Equipements », « Formation », « Sport et Handicap ».
- Appel à cotisation 2018/2019 des fédérations membres, pour un total de 37 950€
- Recrutement d'une chargée de développement du 1^{er} mars 2019 au 30 septembre 2019
- Recrutement d'un chargé de développement sur un contrat d'alternance du 1^{er} décembre 2019 au 31 août 2020.
- Représentation du CIAA au COPIL Interministérielle du Plan « Aisance Aquatique »
- Réunions des quatre commissions
- Achat d'un nom de domaine, le Bureau Directeur a statué pour le domaine suivant : contact@cia-aquatiques.fr
- Création d'une identité visuelle propre au CIAA avec logo et charte graphique
- Elaboration d'un site internet

Actions en cours :

- Diagnostic des fédérations du CIAA, avec un questionnaire.
- Finalisation du Règlement Intérieur du CIAA.
- Demande de protection de la marque visuelle et de son nom auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI)
- Demande d'agrément Jeunesse et Sport auprès du Ministre des Sports. Cette demande d'agrément permettra au CIAA de réaliser des appels à projets mais aussi de pouvoir candidater aux subventions.
- Commissions « Sport et Handicap » (16/04/2020) ; « Organisation des pratiques, ENF, Apprentissages » (24/04/2020) et « Equipements » (27/04/2020).

Rapport des Présidents de Commission CIAA :

-1) Organisation des pratiques / ENF / Apprentissages :

Madame la Ministre des Sports a engagé de nombreuses actions comme le plan interministériel de prévention et de lutte contre les noyades et de développement de l'« aisance aquatique » (Cf. présentation annexée au présent procès-verbal).

Au sein du plan de l'« aisance aquatique », plusieurs thématiques ont été mise en œuvre avec de nombreuses actions associées aux travaux. Le plan « aisance aquatique » comporte 4 axes de développement et 24 mesures à mettre en œuvre.

Par ailleurs, le plan « aisance aquatique » a donné lieu à une conférence de consensus sur l'« aisance aquatique ». L'objectif était dans un premier temps de définir ce que pouvait être l'« aisance

aquatique ». Lors de cette conférence, six thématiques ont été questionnées (Cf. site ministériel dédié : <http://sports.gouv.fr/preventiondesnoyades/article/conference-de-consensus-18996>).

Le rapport du jury a été publié sur ce site ministériel (Cf. rapport du jury annexé au présent procès-verbal).

Le premier appel à projet sur l' « aisance aquatique » a été effectué en juillet 2019. Il a permis la mise en place de classes bleues. Cela s'est effectué en collaboration avec l'éducation nationale. Il a aussi permis de structurer la démarche de l' « aisance aquatique » par le biais de la formation.

L'évolution de l'Ecole de Natation Française (ENF) devra tenir compte en premier lieu des travaux sur l' « aisance aquatique ». Par ailleurs, au sein de la Fédération Française de Natation (FFN) un questionnement est porté sur l'évolution de l'ENF. Des étapes au sein de l'ENF sont perçues comme un accès restrictif à la compétition.

L'ENF pourrait davantage être un outil de développement et de promotion de la natation et des activités aquatiques plutôt qu'un dispositif « restrictif » d'accès à la compétition. En outre, elle devrait permettre de conquérir de nouveaux publics et de fidéliser les licenciés au sein des fédérations membres du CIAA notamment celles et ceux qui ne souhaiteraient pas forcément accéder à la compétition ou qui n'en n'ont pas encore le niveau.

Dans ce cadre et en tenant compte également des travaux ministériels sur l' « aisance aquatique », les évolutions suivantes pourraient être envisagées :

- Intégration des enfants de 4 à 5 ans selon les préconisations des travaux sur l' « aisance aquatique ».
- Intégration, en remplacement du sauv'nage, du test unique du Savoir-Nager Sécuritaire (mesure 10 de l'axe 2 du plan ministériel « aisance aquatique » (dénommé maintenant plan de prévention et de lutte contre les noyades).
- Re-conceptualisation de l'actuel pass'sports de l'eau en intégrant le sauvetage et en définissant des progressions pour chaque discipline (natation course, natation artistique, water-polo, plongeon, nage avec palmes).
- La nécessité ou pas de disposer d'un pass'compétition (propre à chaque fédération) avant l'accès à la compétition doit être déterminée par les disciplines. Le cas échéant, cette disposition pourrait être propre à chaque discipline et déconnectée de l'ENF.

En outre, il est précisé que :

- Une adaptation du Savoir-Nager Sécuritaire unique en milieu naturel doit être envisagée par la FFN et le CIAA.
- La formation des encadrants doit être renforcée.
- Il y a une vraie volonté de simplifier l'organisation de l'ENF en levant certaines contraintes actuelles pour faciliter l'accès au dispositif et sa mise en œuvre par les associations et les encadrants.
- Le processus de formation est différent du processus d'évaluation.
- La notion des évaluateurs devra être considérée (qualité, formation(s) ENF préalable(s) ?, organisation des sessions d'évaluations).

- D'accessibilité à la pratique pour les personnes en situation ou porteuses de handicaps doit être prise en compte.

En résumé :

L'ENF pourrait davantage être un outil de développement et de promotion de la natation et des activités aquatiques plutôt qu'un dispositif « restrictif » d'accès à la compétition. Elle doit être simplifiée, allégée et être attrayante et plus attractive. Parallèlement, il est primordial que la formation des encadrants soit renforcée.

-2) Sport et handicap :

La première réunion de commission a permis d'aborder des points cruciaux tels que la reconnaissance des personnes en situation de handicap et de leur inclusion dans les différentes activités aquatiques. L'accès à la pratique mais aussi les conditions d'accès aux bassins sont un lien social. Toutefois, il existe encore de nombreux freins dans l'accès à la pratique. La santé ou le handicap impose des limites que les personnes en situation et/ou porteuse de handicap doivent dépasser.

La réticence et la difficulté de rentrer en relation avec les autres sans oublier les conditions matérielles liées à l'inaccessibilité des infrastructures sportives est frein à la pratique. La question de l'accompagnement est centrale puisque le manque d'autonomie des personnes impacte indéniablement leur pratique. Le coût et la disponibilité du matériel constituent également un frein.

L'objectif de la commission Sport & Handicap est de permettre d'accueillir les personnes quel que soit leur handicap, les fédérer et les accompagner jusqu'aux tests. Le but n'est pas de faciliter mais bien de donner des compétences aux formateurs et aux nageurs « inclusion dans les deux sens ».

Le développement de la pratique sportive passe par un double effort : permettre au sport de mieux s'inscrire dans la vie des personnes en situation de handicap et stimuler leur envie de pratique. Il est également important de réaffirmer la place du sport dans la société en tant qu'acteur d'intégration sociale et d'inclusion dans tous les cas du handicap. Il faut ainsi cesser de distinguer la pratique sportive des « valides » de celle des personnes en situation de handicap et proposer une même matrice et des aménagements communs.

-3) Équipements :

La première réunion de commission avait permis de proposer des pistes d'actions concernant l'implantation des piscines. Les syndicats souhaitent mettre en place des évolutions face aux délégations de service public. Le CIAA doit également être plus actif dans les instances ministérielles et présent lors de tous les futurs regroupements concernant la sphère aquatique. Le fléau des bassins ludiques a également été abordé. Ces besoins ne sont pas adaptés à une pratique sportive de loisir ou de compétition.

Par ailleurs, le questionnaire auprès des fédérations membres du CIAA souhaite répertorier les besoins spécifiques en terme de construction et de fonctionnement d'équipement des structures et des clubs affiliés aux fédérations du CIAA.

La deuxième réunion de commission a permis de proposer différentes pistes d'actions qui seront à réaliser, à savoir :

- Réalisation d'un document sur l'ensemble des préconisations des fédérations du CIAA pour l'ouvrage d'aide à la conception de la FFN.
- Réalisation d'un livre blanc sur les modes de gestion des équipements aquatiques à destination des élus et des directeurs des sports des collectivités.
- Une communication auprès des syndicats des architectes sur la question équipements sportifs doit être réalisée.
- Prise en compte de nouvelles problématiques tel que le vieillissement des équipements sportifs.

-4) Formation :

La commission Formation n'a effectué qu'une seule réunion. La seconde sera programmée prochainement. Toutefois, la commission a pu avancer sur de nombreux points concernant la formation.

Les principaux sujets abordés ont été le détournement de la fonction d'enseignants de la natation vers celle d'animateur au profit de certains centres habilités. Le cadre permettant de préciser l'organisme de formation est indispensable. Il est obligatoire de faire atteindre aux candidats les compétences nécessaires pour valider un niveau d'enseignement.

Il est ainsi primordial de redéfinir un cadre en mettant le stagiaire en relation avec sa mission d'apprentissage et de développement de la natation. Toutefois, les difficultés sont nombreuses : pénibilité de l'emploi, invisibilités croissantes, carrières difficiles en DSP, salaires faibles, responsabilité engagée en cas d'accident, absence de considération, absence de reconnaissance de l'acte pédagogique.

Afin de répondre aux mieux à ces problématiques, les pistes d'actions de la commission sont de recenser l'ensemble des documents concernant les filières de formation des fédérations du CIAA ainsi que les différentes formations fédérales. Le questionnaire auprès de l'ensemble des fédérations membres du CIAA est un outil essentiel pour répondre aux mieux à ces sujets.

Approbation du Rapport moral 2019 :

L'Assemblée des Président(e)s approuve à l'unanimité le rapport moral 2019.

Bilan financier 2019

Pour cette première année d'exercice du Conseil Interfédéral des Activités Aquatiques, le bilan financier du CIAA est présenté :

| Identification | Dépenses | Recettes | Observations |
|--|-----------------|-----------------|--|
| Cotisations annuelles des fédérations du CIAA | | 37 950 € | |
| Ressources Humaines | 14 524 € | 5 597 € | Part reversé par la FFN à hauteur de 20% |
| Loyers et charge locative | 2 397 € | | |
| Taxes foncière et habitation | | | |
| Virement Impôt (Juin 2019) | 39 € | | |
| Matériel informatique | 1 673 € | | Location effectuée sur 2019/2020/2021 réglée en 2019 |
| Communication | | | |
| Chartre graphique CIAA | 600 € | | |
| IONOS (Site Web + Adresse Mail) | 8 € | | |
| Création Association | 44 € | | |
| Journal Officiel | 44 € | | |
| Assurance | | | |
| Assurance Resp Civile AIAC | 87 € | | |
| Assurance cotisation période 1/03/2019 au 30/06/2019 | 695 € | | |
| Banque | | | |
| Frais bancaires | 459 € | | |
| Cotisation Visa Premier | 400 € | | |
| remboursement de frais bancaires | | 96 € | |
| Honoraires comptables | 454 € | | ADA Conseils |
| Divers | | | |
| Gateaux Bureau Directeur | 19 € | | |
| Total | 21 443 € | 43 643 € | |
| Solde : 22 200,00€ | | | |

Il avait été décidé lors de l'Assemblée des Président(e)s 2019 que pour la première année de fonctionnement, le CIAA ne se doterait pas d'un comptable mais se doterait d'un vérificateur aux comptes en interne.

Approbation du Bilan financier 2019 :

L'Assemblée des Président(e)s approuve à l'unanimité le bilan financier 2019.

Il a été également soumis au vote le report du solde 2019 (22 200€) sur 2020.

L'Assemblée des Président(e)s approuve à l'unanimité le report du solde 2019 (22 200€) sur 2020.

Budget Prévisionnel 2020 :

Compte tenu de la deuxième année d'exercice du Conseil Interfédéral des Activités Aquatiques, le budget prévisionnel pour l'année 2020 intègre le reliquat de l'année 2019. Ce dernier s'élevant à 22 200€.

| Identification | Dépenses | Recettes | Observations |
|--|-----------------|-----------------|--|
| Reliquat 2019 | | 22 200 € | |
| Cotisations annuelles des fédérations du CIAA | | 36 950 € | |
| Ressources Humaines | 22 556 € | 3 759 € | Part reversé par la FFN à hauteur de 20% |
| Loyers et charge locative | 2 500 € | | |
| Taxes foncière et habitation | 1 000 € | | |
| Matériel informatique | - € | | Location effectuée sur 2019/2020/2021 réglée en 2019 |
| Communication | 600 € | | |
| Assurance | 800 € | | |
| Frais de tenue de compte | 800 € | | |
| Honoraires comptables | 1 000 € | | |
| Divers | 653 € | | |
| Pistes d'actions CIAA: | | | |
| Confection de supports de communication CIAA | 8 000 € | | |
| Mise à jour des visuels ENF | 12 500 € | | |
| Colloque/séminaire CIAA | 12 500 € | | |
| Total | 62 909 € | 62 909 € | |
| Solde : 0€ | | | |

Approbation du Budget prévisionnel 2020 :

L'Assemblée des Président(e)s approuve à la majorité absolue le budget prévisionnel 2020.
Il est noté une abstention de la FSCF. Les autres fédérations ont voté « pour ».

Appel à cotisations 2020 :

Suite aux précédentes réflexions sur le montant de la cotisation annuelle et des différentes pistes évoquées, il a été proposé de défendre la solution la plus simple à savoir le paiement d'une cotisation fixe de 2 800€ par fédération membre.

| Fédération | Cotisations 2018/2019 | | | Propositions Cotisations 2020 | |
|---|---------------------------------|---|-----------------------------|--|---|
| | Cotisations Annuelles 2018/2019 | Contribution volontaire, première année de fonctionnement du CIAA | Total Cotisations 2018/2019 | Proposition Cotisations annuelles 2020 | Observations |
| Fédération des Clubs de la Défense | 1 500 € | | 1 500 € | 1 500 € | |
| Fédération Française d'Etudes et de Sport Sous- | 2 800 € | | 2 800 € | 2 800 € | |
| Fédération Française Handisport | 2 800 € | | 2 800 € | 2 800 € | |
| Fédération Française de Natation | 2 800 € | | 2 800 € | 2 800 € | Mise à disposition gracieuse FFN: Salle de réunion, Dispositif de visioconférence, Service courrier, Fontaine à eau, Entretien Assenseur, ... |
| Fédération Française de Pentathlon Moderne | 300 € | | 300 € | 300 € | |
| Fédération Française du Sport Adapté | 1 800 € | | 1 800 € | 2 800 € | |
| Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme | 2 800 € | | 2 800 € | 2 800 € | |
| Fédération Française du Sport Universitaire | 300 € | | 300 € | 300 € | |
| Fédération Française de Triathlon | 2 800 € | | 2 800 € | 2 800 € | |
| Fédération Nationale des Métiers de la Natation et du Sport | 2 800 € | | 2 800 € | 2 800 € | |
| Fédération Sportive des ASPTT | 2 800 € | 700 € | 3 500 € | 2 800 € | |
| Fédération Sportive et Culturelle en France | 1 500 € | 1 300 € | 2 800 € | 1 500 € | |
| Fédération Sportive et Gymnique du Travail | 2 800 € | | 2 800 € | 2 800 € | |
| Groupe National des Entraîneurs de Natation | 50 € | | 50 € | 50 € | |
| Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique | 2 800 € | | 2 800 € | 2 800 € | |
| Fédération Sportive et Educative de l'Enseignement Libre | 1 500 € | | 1 500 € | 1 500 € | |
| Union Nationale du Sport Scolaire | 2 800 € | | 2 800 € | 2 800 € | |
| Union Sportive de l'Enseignement du Premier Degré | 1 000 € | | 1 000 € | 1 000 € | |
| Total | 35 950 € | 2 000 € | 37 950 € | 36 950 € | |

Toutefois, il est acté - compte tenu des possibilités de chacune des fédérations à la condition de pouvoir justifier de cette demande - que certaines fédérations puissent contribuer à la hauteur de ses propres capacités tout en essayant de tendre vers le montant de cette cotisation fixe.

A ce titre, les cotisations et contributions de la première année de fonctionnement 2019 ont permis de disposer d'un budget de 37 950€ au sein du CIAA. Par ailleurs, il a été acté que les appels à cotisations seraient effectués en année civile.

Les cotisations pour l'année 2020 seront effectuées au mois de juin 2020, permettant au CIAA de disposer d'un montant de cotisation de 38 950€.

L'appel à cotisation 2020 est approuvé à l'unanimité.

Approbation des cotisations 2020 :

L'Assemblée des Président(e)s approuve à l'unanimité les cotisations d'adhésion 2020.

Questions diverses :

Année électorale 2021 :

Suite à la période actuelle de crise sanitaire et du report des Jeux Olympiques en 2021, l'année électorale de la présidence du CIAA est reportée à l'année 2021.

Volonté de maintenir les commissions en visioconférence :

Cette période de crise sanitaire a permis au CIAA de disposer de l'outil de visioconférence Zoom. Cet outil a permis de réaliser l'ensemble des réunions de travail. Permettra dans le futur d'avoir un lien plus important et d'éviter des déplacements.

Fin de l'Assemblée des Président(e)s : 11h45

**Président du CIAA
(Nom et signature)**

**Le Secrétaire Générale du CIAA
(Nom et signature)**

Monsieur Gilles SEZIONALE

Monsieur Cédric GOSSE

Annexes

- 1. Présentation projetée lors de l'Assemblée des Président(e)s.**
- 2. Présentation « Plan interministériel Aisance Aquatique ».**
- 3. Rapport du jury de la Conférence de consensus « aisance aquatique ».**



CIAA
Conseil Interfédéral
des Activités Aquatiques

Assemblée des Président(e)s

Conseil Interfédéral des Activités
Aquatiques

Vendredi 15 Mai 2020 – en visioconférence

Sommaire

- I. Rapport moral 2019
- II. Bilan financier 2019
- III. Budget prévisionnel 2020
- IV. Appel à cotisations 2020
- V. Diagnostic des fédérations du CIAA
- VI. Perspectives
- VII. Questions diverses



I. Rapport moral 2019

Actions menées:

- Réunions du Bureau Directeur du CIAA : 18/05/2018; 01/02/2019; 15/03/2019; 17/05/2019; 28/11/2019
- Dépôt des statuts du CIAA
- Obtention du numéro SIRET
- Ouverture du compte bancaire
- Appel à candidature pour intégrer les 4 commissions du CIAA, à savoir : « Organisation des pratiques, ENF, Apprentissages », « Equipements », « Formation », « Sport et Handicap ».
- Appel à cotisation 2018/2019 des fédérations membres, pour un total de 37 950€
- Recrutement d'une chargée de développement du 1^{er} mars 2019 au 30 septembre 2019
- Recrutement d'un chargé de développement sur un contrat d'alternance du 1^{er} décembre 2019 au 31 août 2020.
- Représentation du CIAA au COPIL Interministérielle du Plan « Aisance Aquatique »
- Réunions des quatre commissions
- Achat d'un nom de domaine, le Bureau Directeur a statué pour le domaine suivant : contact@cia-aquatiques.fr
- Création d'une identité visuelle propre au CIAA avec logo et charte graphique
- Elaboration d'un site internet



I. Rapport moral 2019 (suite)

Actions en cours :

- Diagnostic des fédérations du CIAA, avec un questionnaire.
- Finalisation du Règlement Intérieur du CIAA.
- Demande de protection de la marque visuelle et de son nom auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI)
- Demande d'agrément Jeunesse et Sport auprès du Ministre des Sports. Cette demande d'agrément permettra au CIAA de réaliser des appels à projets mais aussi de pouvoir candidater aux subventions.
- Commissions « Sport et Handicap » (16/04/2020) ; « Equipements » (7/05/2020) et « Organisation des pratiques, ENF, Apprentissages » (12/05/2020) .

Rapports des Présidents de Commission

- 1) Sport & Handicap – M. Yves Obis
- 2) Equipements – M. Sylvain Paillette
- 3) Organisations des pratiques/ENF/Apprentissages – M. Patrick Savourey
- 4) Formation – M. Jean-Claude Schwartz

II. Bilan Financier 2019

| Identification | Dépenses | Recettes | Observations |
|--|-----------------|-----------------|--|
| Cotisations annuelles des fédérations du CIAA | | 37 950 € | |
| Ressources Humaines | 14 524 € | 5 597 € | Part reversé par la FFN à hauteur de 20% |
| Loyers et charge locative | 2 397 € | | |
| Taxes foncière et habitation | | | |
| Virement Impôt (Juin 2019) | 39 € | | |
| Matériel informatique | 1 673 € | | Location effectuée sur 2019/2020/2021 réglée en 2019 |
| Communication | | | |
| Chartre graphique CIAA | 600 € | | |
| IONOS (Site Web + Adresse Mail) | 8 € | | |
| Création Association | 44 € | | |
| Journal Officiel | 44 € | | |
| Assurance | | | |
| Assurance Resp Civile AIAC | 87 € | | |
| Assurance cotisation période 1/03/2019 au 30/06/2019 | 695 € | | |
| Banque | | | |
| Frais bancaires | 459 € | | |
| Cotisation Visa Premier | 400 € | | |
| remboursement de frais bancaires | | 96 € | |
| Honoraires comptables | 454 € | | ADA Conseils |
| Divers | | | |
| Gateaux Bureau Directeur | 19 € | | |
| Total | 21 443 € | 43 643 € | |
| Solde : 22 200,00€ | | | |

Nécessité de soumettre au vote le report du solde 2019 (22 200€) sur 2020

III. Budget Prévisionnel 2020

| Identification | Dépenses | Recettes | Observations |
|--|-----------------|-----------------|--|
| Reliquat 2019 | | 22 200 € | |
| Cotisations annuelles des fédérations du CIAA | | 36 950 € | |
| Ressources Humaines | 22 556 € | 3 759 € | Part reversé par la FFN à hauteur de 20% |
| Loyers et charge locative | 2 500 € | | |
| Taxes foncière et habitation | 1 000 € | | |
| Matériel informatique | - € | | Location effectuée sur 2019/2020/2021 réglée en 2019 |
| Communication | 600 € | | |
| Assurance | 800 € | | |
| Frais de tenue de compte | 800 € | | |
| Honoraires comptables | 1 000 € | | |
| Divers | 653 € | | |
| Pistes d'actions CIAA: | | | |
| Confection de supports de communication CIAA | 8 000 € | | |
| Mise à jour des visuels ENF | 12 500 € | | |
| Colloque/séminaire CIAA | 12 500 € | | |
| Total | 62 909 € | 62 909 € | |
| Solde : 0€ | | | |

IV. Appel à cotisations 2020

| Fédération | Cotisations 2018/2019 | | | Propositions Cotisations 2020 | |
|---|---------------------------------|---|-----------------------------|--|---|
| | Cotisations Annuelles 2018/2019 | Contribution volontaire, première année de fonctionnement du CIAA | Total Cotisations 2018/2019 | Proposition Cotisations annuelles 2020 | Observations |
| Fédération des Clubs de la Défense | 1 500 € | | 1 500 € | 1 500 € | |
| Fédération Française d'Etudes et de Sport Sous- | 2 800 € | | 2 800 € | 2 800 € | |
| Fédération Française Handisport | 2 800 € | | 2 800 € | 2 800 € | |
| Fédération Française de Natation | 2 800 € | | 2 800 € | 2 800 € | Mise à disposition gracieuse FFN: Salle de réunion, Dispositif de visioconférence, Service courrier, Fontaine à eau, Entretien Assenseur, ... |
| Fédération Française de Pentathlon Moderne | 300 € | | 300 € | 300 € | |
| Fédération Française du Sport Adapté | 1 800 € | | 1 800 € | 2 800 € | |
| Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme | 2 800 € | | 2 800 € | 2 800 € | |
| Fédération Française du Sport Universitaire | 300 € | | 300 € | 300 € | |
| Fédération Française de Triathlon | 2 800 € | | 2 800 € | 2 800 € | |
| Fédération Nationale des Métiers de la Natation et du Sport | 2 800 € | | 2 800 € | 2 800 € | |
| Fédération Sportive des ASPTT | 2 800 € | 700 € | 3 500 € | 2 800 € | |
| Fédération Sportive et Culturelle en France | 1 500 € | 1 300 € | 2 800 € | 1 500 € | |
| Fédération Sportive et Gymnique du Travail | 2 800 € | | 2 800 € | 2 800 € | |
| Groupement National des Entraîneurs de Natation | 50 € | | 50 € | 50 € | |
| Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique | 2 800 € | | 2 800 € | 2 800 € | |
| Fédération Sportive et Educative de l'Enseignement Libre | 1 500 € | | 1 500 € | 1 500 € | |
| Union Nationale du Sport Scolaire | 2 800 € | | 2 800 € | 2 800 € | |
| Union Sportive de l'Enseignement du Premier Degré | 1 000 € | | 1 000 € | 1 000 € | |
| Total | 35 950 € | 2 000 € | 37 950 € | 36 950 € | |

V. Diagnostic des fédérations du CIAA

- Structure
- Licenciés
- Budget
- Communication
- Formation
- Equipements organisation des pratiques / ENF / Apprentissages
- Sport & Handicap
- Divers

VI. Perspectives

- Finalisation du diagnostic des fédérations membres du CIAA
- Finalisation du Règlement Intérieur
- Réponse aux appels à projet à venir
- Confection de supports de communication CIAA
- Contribution à l'évolution de l'ENF
- Colloque/séminaire CIAA

VII. Questions diverses



Merci de votre attention



CIAA
Conseil Interfédéral
des Activités Aquatiques

Plan Interministériel Aisance Aquatique

Commission CIAA « Organisation des pratiques / ENF / Apprentissages »

- Mardi 12 Mai 2020 -

Plan Interministériel Aisance Aquatique

- COPIL interministériel Aisance Aquatique
- Appel à projet Aisance Aquatique
- Conférence de consensus Aisance Aquatique



COPIL Interministériel Aisance Aquatique

**AISANCE
AQUATIQUE**



COPIL Interministériel Aisance Aquatique

Contexte:

- Noyade : 1^{ère} cause de mortalité par accident de la vie courante chez les enfants.
- Nomination de Me Roxana Maracineanu en qualité de Ministre des Sports.
- Le Premier Ministre a missionné la Ministre des Sports pour lutter contre les noyades.
 - Renforcer les dispositifs liés à l'apprentissage de la natation aux âges scolaires.
- Ouverture d'un large chantier par Madame la Ministre des Sports ayant pour ambition de contribuer concrètement à la sécurité de tous les concitoyens mais aussi de faire de l'eau un lieu de plaisir, de développement et d'accompagnement à la parentalité. Ce chantier doit apporter des réponses justes et adaptées sur les 4 thématiques suivantes :
 - Les apprentissages
 - La sensibilisation des acteurs
 - La formation des professionnels
 - L'adaptation des équipements

 Création du plan Aisance Aquatique

COPIL Interministériel Aisance Aquatique

Le plan interministériel Aisance Aquatique :

- **1 plan**
- **4 axes de travail :**
 - Axe n°1 = Promouvoir une approche responsable de l'environnement aquatique
 - Axe n°2 = Optimiser l'apprentissage de la natation
 - Axe n°3 = Mettre fin à la pénurie d'enseignants
 - Axe n°4 = Favoriser la création d'équipements dédiés à l'apprentissage
- **24 mesures**
- **Création de groupes de travail selon les affectations de pilotage :**
 - FFN pilote du groupe de travail « Harmoniser les tests » (mesure 10 de l'axe 2 du plan)
 - FNMNS pilote du groupe de travail « Augmenter le nombre de MNS » (mesure 17 de l'axe 3 du plan)



CIAA

Conseil Interfédéral
des Activités Aquatiques

COPIL Interministériel Aisance Aquatique

Axe 1 : promouvoir une approche responsable de l'environnement aquatique

| Axes | Enjeux COPIL 2 | Numéro d'action | Actions | Objectif(s) |
|--|---|-----------------|--|---|
| Promouvoir une approche responsable de l'environnement aquatique | Responsabiliser les parents sur l'aisance aquatique | 1 | Réaliser des tutoriels vidéo "parents/enfants" | Inciter à une relation éducative parents/enfants autour de l'eau Acculturer au milieu aquatique dès le plus jeune âge Décliner des tutoriels en intégrant les professionnels et adapter en fonction des besoins |
| | | 2 | Analyser les résultats de l'enquête noyades 2018 de l'Agence nationale SPF | Dimensionner les services de secours et tirer les enseignements de l'enquête |
| | Analyser les noyades | 3 | Mobiliser le SNOSAN sur les thématiques noyades | Repérer les activités aquatiques |
| | | 4 | Organiser un Hackathon en 2020 par la DGS | Permettre une exploitation innovante des données d'accidents par noyades |
| | | 5 | Aligner la signalisation française sur celle qui existe au niveau européen | Les normes ISO étrangères sont différentes à la Fr (réaliser un tuilage) |
| | Réaliser des campagnes de communication | 6 | Redéfinir les campagnes "se baigner en sécurité" dans tous les environnements et pour tous les publics | Campagne à mener : * campagnes été sur les sports d'eau * eau vive, vive l'eau * #vigilancenoyade avec la FNSPF * développer les messages sanitaires avec la DGS * articuler avec les messages liés à la canicule - DGS * valoriser les actions en faveur de la lutte contre les noyades - COPIL * recruter des ambassadeurs pour sensibiliser le public (service civique) |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

COPIL Interministériel Aisance Aquatique

Axe 2 : Optimiser l'apprentissage de la natation

| Axes | Enjeux COPIL 2 | Numéro d'action | Actions | Objectif(s) |
|--|---|-----------------|---|--|
| Optimiser l'apprentissage de la natation | Encourager l'apprentissage de l'aisance aquatique dès la maternelle | 7 | Inciter à développer les "primo-apprentissages" du savoir nager en maternelle : expérimenter des classes massées piscines en maternelle, évaluations de l'expérimentation en vue de réplifications/élargissements | Densifier les apprentissages et les masser sur 5j (8 séances) pour maximiser la réussite aux tests d'acquisition Profiter des stages pour former les éducateurs Expérimentation avec l'équipe de Dinard à reproduire sur plusieurs sites Identifier les contenus de formation pour créer les conditions d'une généralisation Recenser et évaluer les autres initiatives existantes en région |
| | | 8 | Créer un "parcours sport" pour valoriser les compétences natation acquis de la maternelle à la terminale | Mettre en cohérence la formation et l'expérience de tous les enfants et de tous les élèves concernant la pratique de l'activité physique et sportive sur l'ensemble des temps éducatifs et personnels: scolaire, périscolaire et extra scolaire |
| | Harmoniser les tests | 9 | Rénover le certificat d'aisance aquatique (sans matériel de flottaison) | Augmenter la sécurité des patiquants Vigilance pour les PSH Consulter les fédérations concernées (FFCK, FFV) |
| | | 10 | Remplacement des différents tests et attestations par une seule progression hiérarchisée et lisible pour les usagers | Définir des repères didactiques communs (acquisition de compétences/étapes d'apprentissage) Définir un test commun du Savoir-Nager Prendre en compte les primo-apprentissages |
| | Développer le PIAN | 11 | Rénover le dispositif "J'apprends à nager" pour 2020 | Une enveloppe de 3 millions est prévue par le CNDP pour accompagner les projets : le dispositif existant sera élargi à l'apprentissage de l'aisance aquatique à destination des enfants de 4 à 5 ans, pour lesquels le passage de tests en fin d'apprentissages ne sera pas requis A terme les adultes seront concernés également |
| | | 12 | Déploiement de stages de natation pour les publics en difficultés non nageurs (ex: je | Réduire les inégalités d'accès à la pratique sportive Améliorer l'acquisition du Savoir-Nager |
| | Renforcer la formation des éducateurs | 13 | Renforcer les compétences liées à l'apprentissages de la natation chez tous les intervenants | Proposer des modules de formation pour tous les publics : professeurs des écoles, profeseurs d'EPS, MNS, CAEP MNS... |
| | | 14 | Conception, déploiement et lancement d'une mallette pédagogique scolaire orientée sur le lien indoor/outdoor | Mettre à disposition les contenus dans le but d'une finalisation co-construite du projet dans le cadre du plan aisance aquatique |



COFIL Interministériel Aisance Aquatique

Axe 3 : Mettre fin à la pénurie d'enseignants

| Axes | Enjeux COFIL 2 | Numéro d'action | Actions | Objectif(s) |
|---|---------------------------------------|-----------------|---|--|
| Mettre fin à la pénurie d'enseignants et des surveillants | Renforcer les aspects réglementaires | 15 | Articuler les fonctions de surveillance et d'enseignement | Trouver la solution pour permettre un accroissement des prérogatives de surveillance des BNSSA tout en garantissant l'absence d'éviction des maîtres-nageurs sauveteurs |
| | Valoriser les métiers de BNSSA et MNS | 16 | Réenchanter le métier de MNS | Améliorer les conditions de travail, prise en compte du temps de travail, proposer des perspectives ... |
| | | | | Réaliser des campagnes de promotion des métiers |
| | Augmenter le nombre de MNS | 17 | Accroître le vivier des encadrants qualifiés | Mettre en place une modularité des diplômes vers le BPAAN à partir du BNSSA prévoyant des prérogatives intermédiaires d'encadrement (en référence à la progression qui sera mise en place) |
| | | | | Optimiser le vivier depuis les STAPS et les clubs |
| | | | | Revoir les contenus de formation pour muscler les contenus concernant l'apprentissages de la natation |



COFIL Interministériel Aisance Aquatique

Axe 4 : Favoriser la création d'équipements dédiés à l'apprentissage

| Enjeux COFIL 2 | Numéro d'action | Actions | Objectif(s) |
|--|-----------------|---|--|
| Accompagner l'émergence de bassin tout en assurant un maillage territorial | 18 | Accompagner l'émergence de bassins adaptés pour l'apprentissage de la natation en veillant au maillage territorial | Plan piscine porté par le CNDP et l'agence sur les équipements pour apprendre à nager Plan piscine porté par l'agence sur des équipements innovants pour apprendre à nager |
| | 19 | Accompagner la création d'équipements pour apprendre à nager (bassins classiques et/ou mobiles), notamment dans les zones défavorisées | Plan équipements du CNDP : une priorité sera donnée aux projets répondant aux besoins d'apprentissage de la natation (bassins d'apprentissages et bassins mobiles) Effectuer un suivi entre bassins en durs et bassins mobiles |
| | 20 | Encourager les associations concernées par l'apprentissage de l'aisance aquatique à être autonome dans la gestion des bassins (ex: projet FFN) | Pallier les insuffisances actuelles du parc aquatique (quantité et territorialité) Favoriser la construction de bassins structurants (apprentissage et pratiques sportives) Développer un nouveau modèle de fonctionnement |
| Inventer de nouveaux bassins | 21 | Lancer un concours d'idées en vue de la réalisation de bassins (BAM, 25 x 10 min etc) éco-responsable permettant de réduire de manière substantielle les coûts d'exploitation | Proposer aux collectivités territoriales des équipements aquatiques fiables, adaptés aux besoins et respectueux de l'environnement Doter des zones rurales, aujourd'hui délaissées et des zones urbaines insuffisamment équipées, de piscines en nombre suffisant pour étendre l'apprentissage de la natation à tous les élèves |
| Utiliser tous les espaces disponibles | 22 | Conventionner avec toutes les piscines privées disponibles | Recenser et utiliser tous les espaces disponibles sur place Réalisation d'un état des lieux Tendre vers une méthodologie nationale |
| Exercer des recommandations | 23 | Recenser les bonnes pratiques | Affiche explicitant les températures en fonction des publics, formaliser le contenu des DSP pour équilibrer les activités aquatiques et les créneaux d'apprentissages, identifier les équipements adaptés aux primo apprentissages ... |
| Optimiser la sécurité des équipements | 24 | Renover le Plan d'Organisation des Secours et de la Surveillance | Inciter les constructeurs de bassins à intégrer une première version du POSS dès la conception Renforcer la conception stratégique du POSS (par un professionnel identifié) et son application (exercices obligatoires...) Accroître la sécurité des pratiquants |

Appel à projet Aisance Aquatique

**AISANCE
AQUATIQUE**



CIAA
Conseil Interfédéral
des Activités Aquatiques

Appel à projet aisance aquatique

Contexte :

- Dans le cadre d'une prévention active des noyades et afin d'améliorer et de renforcer l'apprentissage de la natation en milieu scolaire pour les jeunes enfants âgés de 4 à 6 ans, l'Agence Nationale du Sport a lancé, à l'été 2019, un appel à projet qui répond aux exigences cumulatives suivantes:
 - Garantir un apprentissage précoce par l'organisation de « classes bleues » (apprentissages massés dans le temps),
 - Garantir une pédagogie adaptée en s'assurant de respecter les principes de l'aisance aquatique,
 - Garantir un encadrement de qualité en formant des instructeurs de l'aisance aquatique reconnus sur l'ensemble du territoire.

2 volets de l'Appel à projet:

- Volet 1 : organisation de « classes bleues », sur le temps scolaire/ périscolaire à destination d'enfants de 4 à 6 ans.
- Volet 2 : intégration d'une formation d'instructeurs, couplée à l'organisation de « classes bleues ».



Conférence de consensus Aisance Aquatique

**AISANCE
AQUATIQUE**



Conférence de consensus aisance aquatique

- Thème 1 : Définition du concept « aisance aquatique »
- Thème 2 : Aisance aquatique et politique publique
- **Thème 3 : Certification de l'aisance aquatique**
- Thème 4 : Construction de l'aisance aquatique
- Thème 5 : Contextes (matériel et/ou institutionnel)
- Thème 6 : Compétence(s) à l'encadrement

➡ Conférence de consensus: 20, 21 et 22 janvier 2020 à Reims



CIAA
Conseil Interfédéral
des Activités Aquatiques

Merci de votre attention

Conférence nationale de consensus sur l'aisance aquatique à 4, 5 et 6 ans

Avril 2020



**AISANCE
AQUATIQUE**

**Conférence nationale de consensus
sur l'aisance aquatique à 4, 5 et 6 ans**

REIMS - 20 au 22 janvier 2020



**Conférence nationale de consensus
sur l'aisance aquatique à 4, 5 et 6 ans**

REIMS - 20 au 22 janvier 2020

Conférence nationale de consensus sur
l'aisance aquatique à 4, 5 et 6 ans

Volume 1/3 : Contributions des experts

Volume 2/3 : Revue de littérature

Volume 3/3 : Rapport du Jury

Février 2020

Christophe BLANC,
Responsable de projet

Jean Louis GOUJU
Président du jury

Table des matières

| | |
|--|----|
| Introduction | 7 |
| Problématique..... | 11 |
| Analyses et préconisations du Jury | 12 |
| Thème 1 : Définition du concept « aisance aquatique »..... | 12 |
| Préconisation n°1 portant sur la définition de l'aisance aquatique | 17 |
| Thème 2 : Aisance aquatique et politique publique | 18 |
| Préconisation n°2 portant sur la finalité d'une politique publique de l'aisance aquatique | 22 |
| <i>Mesure n°1 : Inscrire l'aisance aquatique, OVQ gouvernemental, dans les divers textes de référence.....</i> | 22 |
| Préconisation n°3 portant sur l'inscription de l'aisance aquatique au titre des apprentissages fondamentaux pour tous les enfants, touchant à tous les temps de l'enfant | 23 |
| <i>Mesure n°2 : Inscrire l'aisance aquatique comme un apprentissage fondamental dans le code de l'éducation et dans les programmes qui en découlent</i> | 23 |
| <i>Mesure n°3 : Inscrire l'aisance aquatique dans les conventions d'objectifs des fédérations et/ou associations liée au milieu aquatique spécifiant les efforts à réaliser pour atteindre cet objectif pour tous les enfants de cette tranche d'âge.....</i> | 23 |
| Thème 3 : Certification de l'aisance aquatique..... | 24 |
| Préconisation n°4 portant sur l'évaluation de l'aisance aquatique | 27 |
| <i>Mesure n°4 : Supprimer la référence à l'aisance aquatique dans les divers textes actuels de certification liés au savoir nager</i> | 27 |
| <i>Mesure n°5 : Construire le continuum de l'aisance aquatique, tester et diffuser une grille nationale de référence (grille repère) pour l'appréciation de l'aisance aquatique</i> | 27 |
| <i>Mesure n°6 : Mettre en place une modalité permettant la numérisation des résultats ou la communication fiable entre les différentes institutions</i> | 28 |
| <i>Mesure n°7 : Intégrer la grille repère dans le processus d'évaluation des compétences et des connaissances des élèves de l'école maternelle relatives au domaine d'apprentissages intitulé « Agir, s'exprimer, comprendre à travers l'activité physique »</i> | 28 |
| <i>Mesure n°8 : Mettre en place avec Santé Publique France une capacité de communication, de suivi et d'évaluation des actions en faveur de l'aisance aquatique des enfants âgés de moins de 6 ans inclus.....</i> | 28 |
| Thème 4 : Contextes institutionnels de la construction de l'aisance aquatique | 29 |
| Préconisation 5 portant sur l'implication des familles | 36 |

| | |
|--|-----------|
| <i>Mesure n°9 : Mettre en place une communication de vulgarisation de l'aisance aquatique pour le grand public pour diffusion dans les halls de piscines, les structures d'accueil d'activités aquatiques et les écoles.....</i> | 36 |
| <i>Mesure n°10 : Intégrer l'aisance aquatique dans tous les dispositifs de sensibilisation et d'acculturation que propose l'Etat aux familles.....</i> | 36 |
| <i>Mesure n°11 : Inscrire l'aisance aquatique dans « les 1000 premiers jours de l'enfant ».....</i> | 36 |
| <i>Mesure n°12 : Réviser les attendus et explicitation auprès des parents accompagnateurs (piscine).</i> | 36 |
| <i>Mesure n°13 : Associer les familles à l'évaluation de l'aisance aquatique en inscrivant un temps institutionnel de rencontre parents/enseignants.....</i> | 36 |
| Préconisation 6 portant sur les nécessaires coopérations institutionnelles locales pour la mise en œuvre de l'aisance aquatique | 37 |
| <i>Mesure n°14 : Rédiger un Vademecum de l'aisance aquatique à l'usage des acteurs du territoire</i> | 37 |
| <i>Mesure n°15 : Inscrire l'aisance aquatique dans le fonctionnement local : projet d'école, projet de bassin projet éducatif du territoire</i> | 37 |
| <i>Mesure n°16 : Placer l'aisance aquatique comme volet spécifique des lieux de concertation au sein des territoires</i> | 37 |
| <i>Mesure n°17 : Lancer une opération « nouveaux espaces, nouveaux moments » pour l'aisance aquatique avec une ambition citoyenne et écologique.....</i> | 37 |
| Thème 5 : Compétences(s) à l'encadrement | 38 |
| Préconisation n°7 portant sur la formation des MNS | 42 |
| Préconisation n°8 portant sur la formation des autres intervenants | 42 |
| <i>Mesure n°18 : Actualisation de l'arrêté du 15 mars 2010 concernant la sécurité et le sauvetage en milieu aquatique.....</i> | 42 |
| <i>Mesure n°19 : Création d'un bloc de compétences : Accompagnement de l'aisance aquatique .</i> | 43 |
| <i>Mesure n°20 : Création d'un bloc de compétences : Enseignement de l'aisance aquatique</i> | 43 |
| <i>Mesure n°21 : Création d'un bloc de compétences : Formateur d'enseignants de l'aisance aquatique</i> | 43 |
| Thème 6 : Construction de l'aisance aquatique..... | 44 |
| Préconisation 9 portant sur les aspects pédagogiques | 47 |
| <i>Mesure n°22 : Construire des ressources pédagogiques.</i> | 47 |
| <i>Mesure n°23 : Favoriser la recherche-action-formation.</i> | 47 |
| Conclusion autour des conditions de mise en œuvre de cette politique | 48 |
| Préconisation 10 portant sur le suivi et la mise en œuvre de cette politique..... | 50 |
| <i>Mesure n°24 : Création d'une commission ad hoc de coordination et de suivi des actions menées</i> | 50 |

Introduction

La conférence nationale de consensus, dont ce rapport est le produit, a constitué une grande première et une opportunité déterminante pour quatre grandes raisons :

En premier lieu, c'est toute une communauté qui a accepté de se mobiliser sur cette thématique. Cette communauté de la natation, à l'échelle européenne et mondiale, a souvent été traversée par différentes tensions peu propices à l'émergence de consensus. A cette occasion, malgré les différences de métiers et d'emplois, malgré la diversité des institutions d'appartenance, nous avons observé un degré d'écoute et une volonté de dialogue rarement constatés dans ce genre de rassemblement. En ce sens, cette conférence a constitué une « première » et, nous l'espérons, un point d'appui fort pour tracer un avenir différent.

En second lieu, l'aisance aquatique n'était pas définie en tant que concept. Simple appellation donnée par l'éducation nationale à un certificat renvoyant à un test inscrit au code du sport, elle constituait surtout une porte d'entrée à des apprentissages pouvant être engagés dès l'école maternelle. Cela a permis de recentrer les débats non plus seulement sur le savoir nager ou les noyades, mais bien sur un des processus fondamentaux qui participe largement à leur survenue ou non. Ce n'est pas qu'un pas de coté qui a été proposé mais réellement un regard différent. Beaucoup pensaient que cela relevait de l'impossible. Les apports et discussions ont finalement permis de le définir et c'est une avancée significative sinon décisive.

En troisième lieu, la problématique de l'aisance aquatique impose de traiter spécifiquement de la jeune enfance, au croisement d'autres apprentissages fondamentaux. C'est un temps particulier au long duquel le rôle des familles et des parents reste essentiel. Le problème est posé à un moment de l'enfance très récemment concerné par l'abaissement de l'âge de l'instruction obligatoire : l'Ecole y joue donc un rôle majeur.

Enfin et surtout, cette conférence de consensus n'était pas un séminaire scientifique mais bien une rencontre fondée sur une volonté claire d'avancer et de construire au profit d'une politique publique spécifique qu'il a été demandé d'éclairer par des propositions concrètes. Il était question de dépassements, d'articulations concrètes entre des acteurs, des lieux, des communautés distinctes. Nous avons rencontré des acteurs et des institutions qui ne voulaient pas d'un « séminaire de plus », fut-il brillant, mais bien d'un dessein commun entre l'éducation, la lutte contre les noyades, l'accès aux loisirs ou les pratiques sportives.

Toutes ces raisons font que ce rapport vise à éclairer les décideurs pour que des démarches nouvelles et innovantes se traduisent par une transformation en profondeur de la relation de nos concitoyens au milieu aquatique, par une baisse sensible des noyades accidentelles chez les très jeunes enfants et par une mise en synergie renouvelée des acteurs.

Ce n'est qu'à cette condition que cette conférence nationale de consensus aura été utile.

Le Jury, février 2020

Pourquoi « l'aisance aquatique à 4, 5 et 6 ans »?

Nous avons d'abord interrogé les sources du recours à « l'aisance aquatique », terme jusqu'alors uniquement employé dans une circulaire¹ du ministère de l'éducation nationale en référence à un test² inscrit au Code du sport, et, par conséquent, les raisons qui ont amené la ministre des sports à initier une démarche visant cette « aisance aquatique » pour des enfants de moins de 6 ans.

Nous avons identifié trois grands types de motifs pour initier ce recours.

1. L'importance et la dynamique des noyades accidentelles d'enfants de moins de 6 ans

D'après l'enquête Noyades 2018 réalisée par Santé Publique France, on recense pour l'été 2018, 1 649 noyades accidentelles (84% du total des noyades) avec une proportion de noyades fatales de ce type de 25% (406/1 649) (Ung et coll.³, 2019). L'importance de ces données est à mesurer au regard d'autres fléaux de santé publique que sont par exemple la violence routière⁴ : 3 488 personnes ont perdu la vie sur les routes de France en 2018. Les décès consécutifs à une noyade estivale⁵ accidentelle représentent l'équivalent d'un décès routier sur six (597/3488).

Plus précisément, selon l'enquête de Santé publique France précitée, les enfants de moins de 6 ans ont représenté 28% des noyades accidentelles (443 / 1 595) et 9% des décès en 2018, soit l'une des tranches d'âge payant le plus lourd tribut à ce fléau. En regard, 9 316 accidents corporels routiers ont impliqué un enfant (0-13 ans) ou un adolescent (14-17 ans) et 192 jeunes de ces deux tranches d'âges cumulées ont perdu la vie. Rapproché à l'enquête Noyades précitée, cela permet d'établir qu'il y a eu seulement 2,5 fois plus de décès liés à la circulation routière qu'à la baignade estivale de jeunes de la tranche comparable (0-19 ans) : 192/ 73, en 2018.

Comment expliquer qu'en France les enfants de moins de 6 ans meurent de noyades accidentelles ?

Ung et coll. (op. cité) indiquent qu'au moment de la noyade, une activité de baignade a été rapportée pour 71% (1 173/1 649) des cas. Ils soulignent que « *près des trois quarts (72% (223/309)) des noyades et 45% (25/56) des noyades suivies de décès en piscine privée familiale concernaient les moins de 6 ans. Chez ces derniers, 73% (163/223) des noyades ont eu lieu pendant une activité de baignade. Près d'une noyade sur cinq (18%, (56/309)) en piscine privée* ». Les auteurs (ibidem) insistent sur le défaut de surveillance, première cause circonstancielle de noyades des enfants de moins de 6 ans.

De plus, le phénomène des noyades infantiles est en forte évolution. Le constat est sans appel : « *en comparant les résultats de l'enquête menée au cours de l'été 2018 par rapport à celle de l'été 2015, il a été observé une nette augmentation du nombre de noyades accidentelles (essentiellement parmi les moins de 13 ans).* » (Ung et coll., 2019). Le rapport⁶ des inspecteurs généraux (Eloi-Roux & Maudet, 2019) donne le taux de 96% d'augmentation pour les moins de 6 ans sur la même période avec un ensemble de précisions sur les lieux et circonstances qu'il convient d'analyser en profondeur.

¹ Annexe 4 de la circulaire n° 2017-127 du 22-8-2017 parue au Bulletin officiel n° 34 du 12-10-2017

² Article A322-3-2 du code du sport créé par arrêté du 9 septembre 2015 - art. 1

³ Ung, A. et coll. (2019). Principaux résultats de l'enquête NOYADES menée au cours de l'été 2018 en France. *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* n°16 du 11 juin 2019, Santé Publique France.

⁴ Observatoire national interministériel de la sécurité routière (ONISR). [La sécurité routière en France, Bilan de l'accidentalité de l'année 2018](#). Ce même document chiffre à 3,36 millions d'euros le coût d'une personne tuée (p.23)

⁵ Les données chiffrées sur le nombre de décès annuel par noyade ne sont pas disponibles.

⁶ [Pour une stratégie globale de lutte contre les noyades](#), rapport IGEN-IGJS n° 2019-51, juin 2019.

Nul besoin de développer l'ensemble de ces données pour signifier l'ampleur d'un drame en extension: les noyades représentent un véritable fléau qui touche les familles, l'ensemble de nos concitoyens et particulièrement les plus jeunes enfants.

C'est cette urgence qui est à la source de l'interpellation du Premier ministre le 18 Juillet 2018 pour le renforcement du plan de lutte contre les noyades et le renforcement de la nage⁷.

2. Une situation française historiquement centrée sur le savoir nager

Dès 1794, dans le décret⁸ instituant des écoles primaires visant à « *donner aux enfants l'instruction nécessaire à des hommes libres* » (art. 1, Chapitre I), la natation est érigée (art.5 chapitre IV) en objet d'enseignement : « *On les formera (les élèves)(...), à la natation.* » (Duvergier, 1825, p.411)⁹

Malgré cette inscription historique de la natation, notre pays a très souvent constaté, et déploré, les insuffisances en termes de capacité de nos concitoyens à disposer de compétences à la natation. Les impulsions publiques se sont succédées. Depuis l'arrêté du 31 Juillet 1951 créant des maîtres-nageurs sauveteurs, l'opération « 1000 piscines » en 1969, ou la création du BNSSA en 1977, les initiatives visant à rattraper un retard en termes d'infrastructures, à limiter les noyades ou à apprendre à nager aux français sont récurrentes. Mais dans l'ensemble, toutes les décisions en matière de natation ont été implicitement ou explicitement organisées par le « savoir nager ». Et pourtant, derrière l'apparente banalité de ce concept, il est établi (Schwob & Joncheray, 2013) qu'il existe de nombreuses définitions renvoyant à la complexité et aux enjeux qui s'y rattachent¹⁰.

Cet historique a également participé à une situation française extrêmement complexe. De nombreux paramètres entrent en jeu en matière de natation et constituent des facteurs d'inertie. Cela va de la propriété des installations aux règlements qui imposent la surveillance des lieux de pratique sous certaines conditions d'intervention voire aux certifications qui permettent l'intervention ou non, y compris selon les statuts (fonction publique, associations avec le bénévolat, accueils collectifs de mineurs etc..). A l'école, le maître-nageur sauveteur (MNS) intervient ainsi le plus souvent comme un encadrant spécialiste du savoir nager, dans une relation très réglementée avec des professeurs des écoles polyvalents par tradition¹¹, et au sein d'une piscine intercommunale.

Soulignons enfin la faible implication du public en matière de sécurité en milieu aquatique. Elle peut s'expliquer par un manque de culture du danger aquatique et par une minimisation des risques au regard de la sécurité existante (sentiment que les mesures en place suppriment le risque alors qu'elles ne font que le diminuer : alarme de piscine, surveillance par des MNS...)

⁷ <https://www.gouvernement.fr/partage/10413-renforcement-du-plan-de-lutte-contre-les-noyades-et-du-programme-de-formation-a-la-nage>

⁸ Décret relatif aux écoles primaire du 27 brumaire de l'an 3 (17 novembre 1794),

⁹ Duvergier, J.-B. (1825). Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'Etat depuis 1788 jusques et y compris 1824. Tome septième. Guyot et Scribe, Paris.

¹⁰ Par exemple celle contenue en creux dans la circulaire n°65-154 du 15 octobre 1965 portant instructions pour l'enseignement de la natation scolaire en référence à la capacité de « pouvoir parcourir 50m en eau profonde ».

¹¹ « Dans la tradition de l'école primaire française, la polyvalence des enseignants, entendue comme la prise en charge par chaque maître des différents domaines ou disciplines constitutifs du cursus, est à la fois une nécessité dictée par les contraintes de la géographie scolaire et une prérogative participant à l'affirmation d'une identité professionnelle pour le moins originale dans le champ des métiers de l'enseignement. Il n'y a pas très très longtemps encore, cette polyvalence des maîtres allait de soi ». Cf. Prairat, E. & Rétornaz, A. (2002). La polyvalence des maîtres en France : une question en débat. *Revue des sciences de l'éducation*, 28 (3), 587–615. <https://doi.org/10.7202/008335ar>

Au-delà de l'engagement fort d'une conférence de consensus et d'un plan de lutte contre les noyades, il convient de bien mesurer la complexité systémique ainsi que le poids historique des réponses apportées pour réfléchir et proposer des mesures opérationnelles.

3. La question des « moins de 6 ans »

Si les « bébés nageurs » sont apparus depuis longtemps¹², nous constatons que la focalisation précédemment décrite autour du savoir nager a créé les conditions d'une intervention publique négligeant les « moins de 6 ans », jusqu'alors non soumis à l'instruction obligatoire. Il faut tout d'abord noter que l'expérience des bébés nageurs (notons au passage que ce ne sont pas les « bébés dans l'eau » !) reste marginale et surtout d'initiative locale ou associative et qu'ensuite, ces enfants ne sont formés aux acquisitions natatoires que beaucoup plus tard, créant un véritable « manque » dans les apprentissages précoces. Cela n'est pas sans relation avec la prégnance du savoir nager puisque les apprentissages ont souvent été décalés au motif qu'il n'était pas possible d'apprendre à nager avant 6 ans et que l'action de l'Ecole ne devait pas intervenir plus tôt. Nous constatons ainsi que non seulement les enfants bébés nageurs sont rares, mais qu'en plus, l'intervention massive sur ce que nous pourrions appeler l'éducation aquatique est assez tardive. Au cours de l'intervalle d'âge de 2-6 ans, on peut ainsi déplorer que rien, ou presque, ne soit proposé aux enfants du point de vue de l'éducation au milieu aquatique alors même que les travaux menés sur cette tranche d'âge montrent l'importance du rapport à l'eau dans la construction globale de l'enfant¹³. Permettre aux enfants d'entrer en contact dès le plus jeune âge avec la nature et en particulier avec l'eau, dans ses différents états et espaces possibles (rivière, bassins, mer, ...) apparaît comme essentiel. Les explorations, jeux, découvertes des enfants peuvent se faire dans un contexte sécurisé, sécurisant et adapté à leurs possibilités relatives à leur âge, pour chacun au sein du groupe, dans le respect de ce que chacun peut montrer ou non. Les enfants construisent leur rapport au monde au travers de leur sensibilité propre où « *corporel, cognitif, affectif, émotionnel et social* » sont liés¹⁴.

Il en résulte une difficulté à appréhender ces problématiques pour les enfants de moins de 6 ans, alors même qu'il est démontré que de réels apprentissages sont possibles dès 4 ans, et qu'ils sont tout à fait déterminants pour ce jeune âge.

12 Aux Etats-Unis d'abord en 1939 (cf. M. B. McGraw, « Swimming behaviour of the human infant. *Journal of Pediatrics*, 15, 485-490 », *The Journal of Pediatrics*, vol. 15, n° 4, octobre 1939, p. 485-490), puis en France en 1968 sous l'impulsion de M. Baudreau, conseiller technique national de la Fédération Française de Natation.

13 Rapport du conseil de l'enfance, dans le cadre du Haut Conseil de la Famille, de l'enfance et de l'âge intitulé « Pilotage de la qualité affective, éducative et sociale de l'accueil du jeune enfant »,

http://www.hcfea.fr/IMG/pdf/_mis_en_page_rapport_qualite_29-07-19_-_final-2.pdf

14 Ibidem, page 121.

Problématique

Ces analyses permettent de questionner la mise en place d'une intervention publique forte centrée sur l'aisance aquatique pour les enfants de moins de 6 ans¹⁵. Il ne s'agit pas seulement de s'attaquer à une problématique nouvelle avec un autre objet conceptuel, mais bien de prendre en compte un état des lieux national pour envisager un certain nombre de ruptures ou de réorientations nécessaires à la réussite d'une ambition qui ne peut constituer qu'une priorité pour la vie quotidienne de nos concitoyens.

C'est la nécessité d'une interrogation en profondeur des perspectives éventuelles d'une réponse centrée sur l'aisance aquatique qui a conduit les choix de la conférence de consensus : en quoi consiste l'aisance aquatique (est-ce un concept ? en quoi est-ce différent du savoir nager...) ? A quelle(s) finalité(s) peut-on la rattacher (fonde-t-elle une politique publique ? de quelle nature ?) ? Quelles implications en découleraient (en termes d'objet de savoir et de didactique (disciplinaire et/ou professionnelle), de compétences, de conditions à la mise en œuvre, d'évaluation/certification/attestation ...) ?

Pour répondre à ces questions organisées en six grandes thématiques, 37 personnalités qualifiées, reconnues dans leur milieu professionnel et/ou institutionnel, ont été sollicitées à titre d'experts (cf. Volume 1 du présent rapport, 234 pages¹⁶) ; une revue de littérature scientifique à dimension internationale a été entreprise permettant de faire état de la recherche sur chacun des éléments du problème posé (cf. Volume 2 du présent rapport, 196 pages¹⁷) et des contributions librement adressées par des organisations professionnelles ont été prises en compte (jointes aux contributions des experts dans le Volume 1 du présent rapport). Suite à des débats participatifs avec un public pouvant exprimer un point de vue et questionner les expertises présentées lors de la partie publique de la conférence, le jury s'est engagé non pas tant sur le fait d'apporter une réponse précise à chaque question posée mais surtout d'en dégager, à la demande de madame la ministre des sports, des éléments de nature à fonder une politique publique volontariste et ambitieuse, nourrie d'expertises croisées.

¹⁵ Nous considérerons dans ce rapport que l'expression « moins de 6 ans » inclut la borne supérieure

¹⁶ Les contributions des experts ainsi que les vidéos de présentations sont accessibles sur le site dédié de l'Aisance aquatique <http://www.sports.gouv.fr/preventiondesnoyades/article/conference-de-consensus-18996>

L'ensemble des contributions formant le volume 1 du rapport final est téléchargeable en suivant le lien <http://www.sports.gouv.fr/autres/experts/RapportConferencedeconsensusAAvol1-Introduction-Contributions-experts.pdf>

¹⁷ Téléchargeable en suivant le lien <http://www.sports.gouv.fr/autres/experts/RapportConferencedeconsensusAA-vol2-Revue%20litterature.pdf>

Analyses et préconisations du Jury

Thème 1 : Définition du concept « aisance aquatique »

Quels éléments historiques, scientifiques ou institutionnels nous permettent de dégager une définition opérationnelle du concept d'aisance aquatique ?

Comment situer ce concept vis-à-vis d'autres tels que « savoir nager » ?

Aisance aquatique est- il le « bon » concept ?

1. Un changement de paradigme¹⁸ ?

Il convient en premier lieu de revenir à l'historique du concept d'aisance aquatique pour noter avec Thierry Terret, ou encore avec les auteurs de la revue de littérature, que l'aisance aquatique n'a jamais été, hormis très récemment, un concept présent ou organisateur des actions publiques en matière aquatique. Il a même été parfois noté que cette irruption pouvait être porteuse de confusion vis-à-vis d'autres concepts tels que « savoir nager ». En effet, à la date d'interpellation pour une conférence de consensus, l'aisance aquatique ne correspond qu'à une appellation donnée à un test sécuritaire à portée générale lié à une finalité de pratique d'une activité nautique (Cf. Annexe 4 de la circulaire n° 2017-127 du B.O.E.N du 22-8-2017)¹⁹. A l'inverse, l'analyse de l'ensemble des textes officiels ou réglementaires sur les 50 dernières années montre une omniprésence du concept de « savoir nager » comme référence.

Avant toute tentative de définition, il faut constater que l'usage du terme d'aisance aquatique n'appartient donc pas au paradigme actuel, centré sur le savoir nager. Les effets ont été très perceptibles pour le jury, tant à la lecture des contributions qu'à l'écoute des débats. Il reste très difficile aux contributeurs ou participants de « penser » aisance aquatique en dehors de la référence omniprésente au savoir nager. C'est ainsi que les tentatives de définition de l'aisance aquatique sont presque toujours marquées par la référence explicite ou implicite au « savoir nager ».

Il est donc apparu nécessaire, pour définir ce terme de façon opérationnelle, d'accepter un changement de paradigme, c'est-à-dire d'accepter de travailler à partir d'un autre schéma de pensée pour examiner une pertinence ou une capacité nouvelle d'attaquer un problème, une pratique ou une situation. Il ne s'agit pas d'abandonner un concept ou une pratique mais de renouveler le regard pour déterminer si, grâce à cela, des obstacles peuvent être dépassés.

2. D'une compétence à une ressource

La première conséquence d'un changement de paradigme consiste à mieux circonscrire ce que l'on cherche à définir : y a-t-il une différence de nature entre l'aisance aquatique et les autres concepts tels que le « savoir nager » ? Ce questionnement nécessite un détour par les différents modèles de l'activité humaine qui fournissent des outils conceptuels pour comprendre comment une personne

¹⁸ Terme générique désignant un modèle de pensée qui crée un accord tacite autour de lui. Selon Kuhn (La structure des révolutions scientifiques, 1962) il s'agit de principes et modèles partagés par une communauté scientifique. Cela implique l'idée d'une conception nouvelle rompant avec la précédente, présentant une cohérence interne et n'étant pas une affaire individuelle. Le modèle ainsi créé fait autorité un temps avant d'être remplacé par un nouveau modèle. Toutefois le paradigme contient le risque d'une forme de dogmatisation susceptible d'être un obstacle à l'avancée des recherches et à l'apparition d'un nouveau paradigme d'où le terme choisi de changement de paradigme.

¹⁹ Cette circulaire fait d'ailleurs référence à l'article A 322-3-2 du Code du Sport dans lequel la désignation d'aisance aquatique n'apparaît pas.

s'organise pour agir concrètement. Qu'est ce qui change ? De quoi se dote-t-on de nouveau pour réussir là où l'on échouait ?

Le milieu aquatique, de par sa caractéristique de milieu étranger pour l'homme, mais aussi de par son potentiel danger léthal, a toujours constitué un très bon support pour examiner ces questions. Qu'apprendre pour ne pas se noyer et pour trouver du plaisir à évoluer dans le milieu aquatique ?

L'exemple de l'échec de la natation apprise sur un tabouret hors de l'eau a montré que l'apprentissage d'un geste hors contexte n'était pas efficace. Nous voyons que le modèle d'activité de référence était à ce moment-là un comportement reproduisant un geste jugé efficace.

La réponse à cet échec a emprunté à différents modèles théoriques ou scientifiques externes aux problématiques du savoir nager. Ce sont des théories générales de l'activité humaine ou de l'apprentissage qui ont été recherchées au titre des appuis scientifiques à l'éducation physique et sportive. Leur point commun est d'éclairer la façon dont on atteint le savoir nager, sauf peut-être dans les années 1970 où l'appui sur les techniques du savoir nager est remis en cause au nom des théories du développement épigénétiques (Changeux, Courrèges et Danchin, 1973)²⁰ ou de la place des techniques en éducation physique et sportive (Vigarello, 1988).²¹

Les théories dites « constructivistes » ont fourni majoritairement les cadres théoriques nécessaires pour décrire la façon dont une personne construisait progressivement et en agissant les ressources nécessaires pour atteindre et développer le savoir nager. Les plus importantes marquent les références aux travaux de Jean Piaget (1966). Il s'agit là d'une théorie qui décrit le développement par stades de la relation au monde sous la forme d'une structure permettant d'agir au sein d'une classe de situation (le *schème*²²). Les travaux de R Catteau (2008)²³ représentent bien cette approche *constructiviste* par stades et la construction du corps flottant décrit très bien l'ensemble des actions possibles à partir de cette structuration. La force de ces travaux réside dans l'apport didactique et pédagogique fourni aux intervenants sur la façon dont se construisent des relations nouvelles à l'environnement : comment passer du corps flottant au corps propulseur par exemple ?

La référence n'est plus le geste ou le savoir-faire, mais la motricité globale d'une personne et le savoir nager en est l'une des conséquences.

Illustrant l'idée de changements de paradigmes, d'autres modèles théoriques sont venus depuis lors apporter leur potentielle contribution à une meilleure compréhension de la façon dont l'homme peut agir dans le milieu aquatique. L'un des modèles les plus récents est celui du cadre de « l'écologie dynamique », et plus particulièrement « l'approche par contraintes » (Newell, 1986)²⁴. Ici, les conduites d'un sujet émergent de l'ensemble des contraintes qu'il rencontre en situation. La tâche à réaliser, l'environnement de cette tâche et les caractéristiques du sujet créent les conditions d'émergence d'une action. Ce modèle théorique permet effectivement de lire et d'interpréter un certain nombre de comportements dans le milieu aquatique en les mettant en relation avec la densité d'un sujet (rapport

²⁰ Changeux JP, Courrège P, Danchin A. (1973) A theory of the epigenesis of neuronal networks by selective stabilization of synapses. Proc Natl Acad Sci U S A.;70(10):2974-8.

²¹ Vigarello (Georges). — Une Histoire culturelle du sport. Techniques d'hier... et d'aujourd'hui. — Paris : R. Laffont (Revue ESP), 1988. 208 p

²² "Un schème est la structure ou l'organisation des actions telles qu'elles se transfèrent ou se généralisent lors de la répétition de cette action en des circonstances semblables ou analogues" (Piaget, 1966, La psychologie de l'enfant, p. 11).

²³ La natation de demain - une pédagogie de l'action, Éditions Atlantica, 1^{er} décembre 2008, 160 p.

²⁴ Newell, K. M. (1986). Constraints on the development of coordination. In M.G.Wade & H. T. A. Whiting (Eds.), Motor development in children: aspects of coordination and control (pp. 341-360). Dordrecht: Nijhof.

corps tête), ce qu'il cherche à faire ou encore les conditions environnementales (profondeur, froid etc.).

D'autres modèles théoriques proposent une autre vision de la relation entre le sujet et le milieu. Par exemple, les hypothèses construites par F. Varela²⁵ s'appuient sur l'idée que l'action d'un sujet (comme agir dans l'eau) n'est possible qu'au sein d'un milieu qu'il a « construit » par ses actions (monde *énacté*) et non au sein d'un milieu indépendant de lui et qui serait le même pour tout le monde. Ce que le sujet construit pour agir en situation et ce qui se présente à lui co-émergent. Cela signifie que l'habileté d'une personne ne peut se décrire qu'au regard de ce qu'il ressent subjectivement de son environnement. Ce que vit le débutant dans l'eau (toutes les sensations qu'il a de ce milieu), avec toute sa subjectivité, n'est pas ce que vit le bon nageur, même si l'on doit considérer objectivement que c'est la même eau, dans le même lieu. Chacun s'organise en fonction de ce qu'il a construit par ses actes. Ce n'est plus seulement une structure ou une motricité qui se construit, mais un environnement dans lequel on agit. Ce modèle est particulièrement pertinent pour déterminer ce que le sujet vit comme expérience en situation, et donc pour intervenir en conséquence. Demander à un enfant de s'appuyer sur l'eau, par exemple, ne prend de sens que s'il a « construit » (au sens d'éprouvé concrètement) une « eau sur laquelle on peut s'appuyer » en même temps qu'une façon de s'y appuyer. Les deux « émergent » en même temps. Ceci se retrouve dans les approches dites de l'action située pour bien indiquer que le savoir existe et se construit en action et en contexte (social, culturel, physique)²⁶.

Les conséquences de cette approche résident, ce qui a été souligné en conférence, en la nécessité de « l'authenticité » des situations d'enseignement et de l'activité « authentique » des apprenants. Dans l'eau, les enfants sont placés dans une situation dont chacun perçoit ce qui en constitue le caractère authentique et ce qui pourrait faire que ces situations ne soient plus authentiques. Cela permet notamment de replacer l'aisance aquatique dans un contexte qui dépasse le milieu aquatique pour intégrer les aspects d'environnements des bassins par exemple, ou encore les effets d'une activité où le corps est aussi visible et exposé au regard des autres.

Ces quelques références à des modèles théoriques plaident très clairement pour une recherche de compréhension des formes d'organisation des actions d'une personne en situation (ici un enfant de moins de 6 ans) et de leur construction. Elles plaident ainsi pour que nous définissions et traitions l'aisance aquatique comme une organisation très globale, construite par un sujet pour agir plus que comme un ensemble de techniques ou de comportements préexistants qui s'imposent progressivement aux sujets. Cela rejoint la nécessité de catégoriser les expériences aquatiques, d'intégrer l'ensemble des aspects émotionnels et des vécus des enfants plutôt que la détermination d'indicateurs exogènes à l'enfant, immédiatement accessibles à un évaluateur.

Ces modèles plaident également pour indiquer que, si l'aisance aquatique peut et doit se construire aux plus jeunes âges, ce n'est pas une exclusivité de la petite enfance et que c'est bien un fondement indispensable à tous les âges de la vie.

3. Vers une définition de l'aisance aquatique

Au regard des points précédents, et en incluant des références à certains travaux étrangers, l'aisance aquatique peut être conceptuellement définie. Nous retenons en premier lieu la nécessité de la positionner comme un processus de l'action d'une personne en situation, ce processus étant multidimensionnel et global, c'est-à-dire intégrant des aspects émotionnels, cognitifs et conatifs.

²⁵ F. Varela, E. Thompson et E. Rosch, (1993) *L'inscription corporelle de l'esprit, sciences cognitives et expérience humaine*.

²⁶ Suchman L. (1987). *Plans and situated actions, the problem of human machine communication*. Cambridge, Cambridge University press.

L'aisance aquatique est à la fois le résultat d'une activité dans le milieu, mais aussi ce qui va permettre d'y agir et, par exemple, de développer des habiletés pour agir avec efficacité. Ce sont bien deux valences intrinsèquement liées qui vont permettre de circonscrire une définition opérationnelle :

3.1 Une relation à l'eau qui se construit par le vécu et par l'action.

Ce premier recours au concept d'expérience a été jugé utile pour plusieurs raisons :

-En premier lieu, il s'agit de signifier que la référence est bien l'enfant et non le comportement visé. L'expérience est bien celle d'une personne avec tout ce que cela comporte de caractéristiques individuelles. Cela permet notamment de mieux saisir les exigences de l'inclusivité et de travailler sur l'ensemble des caractéristiques qui différencient les enfants les uns des autres (les représentations, les croyances, les cultures, le handicap, le milieu social etc...).

-En second lieu, parce qu'il s'agit bien de renvoyer à la globalité d'un processus. Il n'est pas question ici de s'en tenir aux aspects cognitifs ou affectifs, il s'agit d'indiquer par le terme d'expérience que c'est tout l'être de l'enfant qui est mis en jeu, et de façon d'autant plus indissociable qu'il est jeune.

-En troisième lieu, parce que cette notion d'expérience ouvre immédiatement à la question de la valence. Trop d'enfants ne disposent pas d'une expérience fondée sur un vécu positif (au sens de l'apport de bien être, de plaisir...). Cette caractéristique montre s'il en était besoin que l'aisance aquatique définit au départ la qualité d'une relation à l'eau. Sans cette qualité, c'est toute la relation qui va en être marquée et dans tous ses aspects. L'aisance aquatique constitue le « *premier maillon de la chaîne de construction d'une culture de l'eau* » précise ainsi Antonini (Contributions, p.43).

Enfin, le concept d'expérience rend particulièrement bien compte d'un continuum permanent de construction, voire de déconstruction. L'expérience est par essence un processus évolutif. Ceci va nous permettre de mieux avancer vers les questions de mesure ou d'attestation.

Nous mesurons toute la complexité du concept d'expérience, mais en même temps ce concept exprime le mieux l'ensemble de ce qui est visé au travers du recours au concept d'aisance aquatique.

3.2 Une relation comme fondement de diverses acquisitions.

L'expérience positive de l'eau ne serait rien si elle n'ouvrait pas à l'acquisition d'habiletés ou de comportements qui permettront, par exemple, d'y évoluer, de se sauver.

Il convient par conséquent de définir aussi l'aisance aquatique comme la construction « de ce qui permet » ... L'aisance aquatique en tant qu'expérience devient intéressante quand elle accroît la capacité d'agir en situation. Nous souhaitons souligner ici que cette construction reste un point fondamental pour agir et ce dans une très grande diversité de contextes et d'actions à entreprendre. L'aisance aquatique se distingue alors très clairement de tel ou tel comportement souhaitable. C'est par exemple ce qui va créer les conditions du calme, de la lucidité et de la capacité à prendre des repères pour agir opportunément dans telle ou telle situation.

Là où les comportements et les compétences sont totalement finalisés via des techniques par exemple, l'aisance aquatique reste une condition pour agir, y compris au-delà des exigences classiques d'une situation précise. L'aisance aquatique n'est pas seulement une construction qui permet de se doter de comportements appropriés, c'est aussi ce qui va assurer l'adaptabilité à la diversité des situations rencontrées. Cela signifie par exemple qu'une faible expérience de l'eau n'interdit pas d'acquiescer un comportement, mais elle interdit une certaine adaptabilité de ce comportement. Pensons à celles et

ceux qui peuvent nager sans pour autant faire face aux divers imprévus de la présence au sein du milieu aquatique.

C'est la raison pour laquelle il convient de positionner l'aisance aquatique vis-à-vis des caractéristiques des enfants et des situations qu'ils peuvent vivre, même si nous restons sur une organisation globale pour agir. Par exemple, plusieurs contributions ont montré que l'aisance aquatique ne permettait pas prioritairement une situation d'effort dans la durée chez les enfants. L'effort en durée ne serait donc pas un indice pertinent permettant de déceler l'aisance aquatique pour un enfant (il est pourtant un composant de l'évaluation de compétences aquatiques fréquemment rencontré lors de la réalisation de parcours composés d'enchaînement de tâches).

Proposition de réponse du Jury portant sur la définition de l'aisance aquatique.

Suite au développement de l'argumentation précédemment exposée visant à apporter des éléments de réponse aux questions posées, le jury formule une première préconisation visant à dégager une définition opérationnelle de l'aisance aquatique.

Préconisation n°1 portant sur la définition de l'aisance aquatique

L'aisance aquatique se définit comme une « expérience positive de l'eau qui fonde la capacité d'agir de façon adaptée dans une diversité de situations rencontrées en milieu aquatique ».

Les principales familles de situations en lien avec l'aisance aquatique concernent : les modalités de l'entrée dans l'eau, l'immersion, l'équilibre de flottaison sans déplacement, le déplacement, la sortie autonome de l'eau.

La capacité à appréhender et à agir en sécurité dans l'environnement immédiat des milieux aquatiques n'est pas isolable de l'acquisition de l'aisance aquatique.

Les conséquences de cette définition consistent à rester très opératifs et à bien rappeler que l'expérience construite sera celle d'un enfant, qu'elle n'est qu'un point de situation sur un continuum de construction de l'aisance aquatique, et qu'elle trouve sa légitimité au sein d'un certain cadre d'activité pertinent.

Ce cadre d'activité nous semble devoir prendre en compte le contexte des noyades et les indices que nous prendrons sur l'aisance aquatique doivent rester le plus possible relatifs à ces situations. En ce sens, les experts ont proposé de travailler sur les principales familles de situations en lien avec l'aisance aquatique avec une capacité d'évolution dans les différents contextes qui peuvent remettre en cause l'aisance aquatique et donc fournir des indices pertinents sur sa qualité. Par exemple, les familles de situations contiennent les contextes des baignades aménagées en milieu naturel ou encore le milieu marin. C'est une façon de réaffirmer que l'aisance reste relative.

L'aisance aquatique n'est pas un état absolu, valable dans toutes les situations mais reste un déterminant central pour l'acquisition de comportements appropriés (la lutte contre la noyade, l'enrichissement de la motricité ou la sécurité dans les pratiques nautiques).

Les experts notent qu'il convient de rappeler en permanence, et surtout aux familles, le caractère relatif de l'aisance aquatique. Il convient par conséquent de repositionner l'aisance aquatique dans un contexte plus vaste intégrant les questions de surveillance, de comportements à proximité immédiate ou encore de perception de danger vis-à-vis de certaines actions.

En conclusion de ce premier point, et au-delà de la définition qui est donnée, il convient surtout de souligner que le recours au concept de l'aisance aquatique constitue une opportunité décisive pour agir plus précocement sur les enfants, d'agir plus globalement sur leur construction et de façon plus inclusive et surtout d'agir plus fortement sur les déterminants de certains comportements adaptés, par exemple, à la menace de noyade.

1. La question des finalités

Le chapitre précédent a permis d'exprimer :

- Que l'aisance aquatique est une ressource qui se construit en situation et par l'action, qu'elle est à la fois le produit et la source d'un certain nombre d'acquisitions au sein du milieu aquatique. L'aisance aquatique n'est donc pas indépendante des usages qui en seront faits.
- Que néanmoins, l'aisance aquatique n'est pas réductible à la propédeutique à une catégorie de comportements ou à un type d'habiletés. On ne peut construire l'aisance aquatique en vue de la seule acquisition de telle ou telle catégorie d'habiletés (c'est en ce sens que ce n'est pas une compétence mais une ressource).

Aussi convient-il d'examiner les finalités possibles pour l'inscription de l'aisance aquatique au sein d'une politique de formation. Par la suite, il faut préciser ce que nous entendons par politique publique et s'il convient de développer une action publique spécifique en faveur de l'aisance aquatique ou bien mieux intégrer la question de l'aisance aquatique au sein de diverses politiques publiques. Les finalités les plus souvent énoncées sont au nombre de quatre :

- L'éducation physique et sportive

C'est un élément fondamental de l'éducation de l'enfant. Il ne s'agit pas seulement de doter tous les enfants de certaines ressources ou habiletés, il s'agit également de saisir la richesse de ces acquisitions pour contribuer à la poursuite d'objectifs éducatifs beaucoup plus larges, touchant à la socialisation, la citoyenneté ou tout simplement le développement psycho moteur. A cet endroit et à cet âge, la construction de l'aisance aquatique doit devenir une pièce maîtresse de l'éducation physique des jeunes enfants. Cette finalité doit s'exprimer clairement dans les objectifs et programmes scolaires.

- La lutte contre les noyades

Le constat de la mise en place de politiques directes de formations centrées directement sur la lutte contre les noyades a été dressé par de nombreux contributeurs. Ces travaux assignent à l'aisance aquatique une capacité de réponse adaptée à l'analyse des causes de noyades pour les 0-6 ans.

« De façon assez consensuelle à l'international, de nombreux chercheurs ont adopté les positions de Stallman et al. (2008) invitant à élaborer les curriculums de formation, non pas à partir de conceptions sur le savoir nager ou toutes autres notions tentant de définir un état d'éducation aquatique, mais de construire ces curriculums en identifiant clairement les causes d'accidents de noyades des populations visées par ces programmes. Selon Stallman (2019), la majorité des programmes d'éducation relatifs à l'enseignement de la natation seraient davantage liés à des croyances et des convictions qu'à des éléments prouvés scientifiquement. ».

- L'accès aux pratiques de loisirs

L'aisance aquatique concourt au droit et à l'égalité de tous pour l'accès aux pratiques de loisirs. Ces pratiques sont en premier lieu les pratiques aquatiques, mais ce sont également les pratiques nautiques. Toutes ces pratiques, si elles ne se déroulent pas nécessairement dans l'eau, se traduisent toutes par l'éventualité de devoir y évoluer. C'est la raison pour laquelle ces pratiques s'appuient toutes à la fois sur le port d'un système de flottaison (brassards) qui assure la sécurité, mais également sur une compétence aquatique qui fait d'ailleurs l'objet d'un test. L'acquisition de l'aisance aquatique est ici un élément très important car la variabilité des situations et leur potentiel léthal est très élevé.

- Le développement de la pratique sportive

Nous ne pouvons oublier que l'aisance aquatique est un élément fondamental de la construction d'une culture de l'eau qui va conduire nombre de jeunes français vers les clubs de pratiques aquatiques au premier rang desquels figure les clubs de natation. L'acquisition de cette expérience de l'eau vise à augmenter les effectifs de jeunes nageurs, mais surtout à leur fournir des bases solides qui vont conditionner leur bonne évolution sportive.

Il est nécessaire de noter qu'aucune de ces finalités ne détermine à elle seule la conception de l'aisance aquatique. Par contre, aucune d'entre elles ne peut s'en passer. Par conséquent, le jury estime qu'il serait important de renverser le point de vue en termes de finalités et donc de considérer l'aisance aquatique comme une finalité propre et indispensable, et non comme un point de passage ou seulement un moyen au service d'une autre finalité, même si toutes les autres finalités ont à gagner à l'aisance aquatique (et que l'aisance aquatique a à gagner de la poursuite des autres finalités).

2. La notion de politique publique et sa définition

Parmi de nombreuses définitions de la notion de politique publique, la définition retenue est celle Yves Meny et Jean-Claude Thoenig²⁷. Elle précise qu'une politique publique « *se présente sous la forme d'un programme d'action gouvernementale dans un secteur de la société* ». Ces auteurs proposent de retenir cinq critères permettant d'identifier une politique publique :

- Son appartenance à un « *cadre général d'action* », et non à des mesures isolées.
- L'identification de buts ou d'objectifs à atteindre.
- Un ensemble de mesures concrètes qui constituent la « *substance* » d'une politique ;
- Des décisions de nature autoritaire fixant l'énumération de critères d'accès aux droits ;
- L'identification d'un public destinataire ou qui sera affecté par la politique publique en question.

Ces critères permettent de préciser ce que pourrait être une politique publique de l'aisance aquatique :

- Un cadre général d'action

Ce cadre est d'ores et déjà dressé sous la forme d'un « *Objet de la vie quotidienne* ». Cela consacre une priorité gouvernementale accordée à un sujet qui marque concrètement la vie quotidienne de nos concitoyens. Le fait que l'aisance aquatique soit l'Objet de la vie quotidienne du ministère des sports montre toute la priorité accordée, non pas pour ce seul ministère mais bien par l'ensemble du gouvernement. Ce cadre doit cependant s'affirmer encore pour permettre de renouveler les modalités d'action.

- L'identification des buts et des objectifs

Construire l'aisance aquatique des enfants de 4 à 6 ans est un objectif extrêmement ambitieux. L'atteinte de cet objectif est porteuse de transformations profondes pour la culture de l'eau des français et leur éducation aquatique. Si 4-6 ans constitue une tranche d'âge préférentielle pour cette acquisition, l'objectif est qu'elle puisse s'entretenir et se développer à tous les âges.

- L'ensemble des mesures concrètes

²⁷ Meny, Y. Thoenig, J. C. (1989). Politiques publiques. PUF : Paris.

Elles sont l'objet de ce rapport qui ne constitue que des préconisations pour la mise en place de mesures concrètes visant à permettre à cette ambition de se développer. Un certain nombre d'autres mesures, financières, vont relever d'accords postérieurs à cette démarche.

- L'énumération de critères d'accès aux droits

Ce sujet va déterminer le droit d'accès à l'aisance aquatique et les conditions de son respect. Nous sommes là au cœur de ce qui fait vivre une politique publique. L'espace privilégié pour rendre obligatoire une pratique ou une politique publique est l'école, même si tous les acteurs des politiques publiques sont concernés : État/collectivités territoriales/associations/usagers/parents/...

- L'identification d'un public destinataire ou qui sera affecté par la politique publique en question.

Nous ne revenons pas sur le public destinataire clairement identifié par l'énoncé de l'objet de la Conférence.

3. Une politique publique de l'aisance aquatique

Les éléments d'analyse proposés, s'ils conduisent à la nécessité de mettre en place une politique publique, doivent être complétés par une analyse du contexte spécifique de cette politique.

Le contexte de la pratique aquatique est particulièrement complexe et à tous points de vue. C'est d'abord un ensemble de lieux de pratiques potentielles qui relèvent de statuts différents, avec des propriétés et des gouvernances qui ne permettent pas d'unifier une action publique à partir du seul État ou même d'un territoire. Depuis des centres aquatiques assez traditionnels, privés ou publics, des lieux de baignade aménagés, naturels ou non, d'accès payant ou non, jusqu'aux plages de notre littoral, l'accès aux lieux de pratiques relève d'une variété importante.

Dans le même sens, aucun acteur public n'est à même de mener à bien, à lui seul, la réussite d'une telle ambition. Si l'Ecole est naturellement en première ligne, et d'autant plus avec la mise en œuvre de la loi « Pour une école de la confiance²⁸ » qui place l'obligation d'instruction à 3 ans, elle ne peut assumer l'ensemble de cette politique à elle seule. C'est la raison pour laquelle le Premier ministre a conjointement demandé à la ministre des sports et au ministre de l'éducation nationale « *un renforcement du plan de lutte contre les noyades et du programme de formation à la nage de l'Éducation nationale* » (Communiqué de presse du 18 juillet 2018)²⁹.

C'est pourquoi il convient d'engager une politique publique de l'aisance aquatique à partir d'une impulsion forte, susceptible de fédérer des énergies d'origines très distinctes et avec des centres décisionnels très différents.

L'élément central de cette politique consiste à placer la question de l'aisance aquatique comme priorité nationale, pointant ses effets en termes d'éducation, de santé publique, de lutte contre les inégalités et de promotion du sport. Ce caractère prioritaire est indispensable pour articuler et fédérer des énergies, des décisions, des financements, des acteurs différents au service d'une cause unique, clairement établie et signifiée.

²⁸ [LOI n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance](#)

²⁹ <https://www.gouvernement.fr/partage/10413-renforcement-du-plan-de-lutte-contre-les-noyades-et-du-programme-de-formation-a-la-nage>

Parmi les conséquences de cette priorisation, il convient de placer l'aisance aquatique comme un bien public pour éviter toutes les formes de concurrences qui ne manqueraient pas de poindre. Il s'agit par exemple de s'assurer que ce sera bien l'Etat qui sera en mesure d'assurer l'équité d'accès ou d'évaluation de l'aisance aquatique. Il s'agit ensuite d'inscrire cette politique dans les textes, de façon à créer des références explicites à l'ensemble des acteurs. Il s'agit enfin de construire des repères d'évaluation de cette politique au regard d'indicateurs au sein des politiques publiques « usagères ». Par exemple, le suivi des noyades touchant cette tranche d'âge, les repères d'acquisition sur une grille unique relevant de la sphère publique, les effectifs de formés etc...

4. L'aisance aquatique au cœur des différents temps de l'enfant

Nous avons rappelé que l'Éducation nationale, y compris si elle reste première dans sa capacité de favoriser la construction de l'aisance aquatique, ne peut assumer seule un objectif de cette ampleur.

A partir de là, il convient de repartir des différents temps de l'enfant pour identifier les acteurs et institutions qui, au travers de l'accès aux enfants dont elles disposent et de leurs différentes responsabilités exercées envers eux, peuvent contribuer à cette ambition. Le temps du périscolaire (autour du temps scolaire de l'enfant) et extrascolaire (dont le temps familial et le temps associatif) constituent deux points de repères décisifs pour la construction de propositions adaptées (Les accueils organisés pendant les vacances scolaires ainsi que les week-end correspondent au temps extrascolaire (Décret n° 2018-647 du 23 juillet 2018)).

Le cadre partenarial pertinent pour conduire une réflexion éducative partagée entre l'éducation nationale, les organisateurs d'ACM, la collectivité et les parents est le projet éducatif territorial (PEDT). En effet, la circulaire n°2013-036 du 20 mars 2013 en donne la définition suivante : « *Le projet éducatif territorial (PEDT), mentionné à l'article D. 521-12 du code de l'éducation, formalise une démarche permettant aux collectivités territoriales volontaires de proposer à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité avant, pendant et après l'école, organisant ainsi, dans le respect des compétences de chacun, la complémentarité des temps éducatifs* ».

Proposition de réponse du Jury portant sur la finalité de l'aisance aquatique.

Le jury formule une deuxième et une troisième préconisation visant à conférer à l'aisance aquatique une dimension de politique publique d'une part, et à inscrire l'aisance aquatique au rang des apprentissages fondamentaux d'autre part.

Préconisation n°2 portant sur la finalité d'une politique publique de l'aisance aquatique

L'aisance aquatique doit être une priorité nationale au regard de son impact potentiel sur les noyades. Cela justifie la mise en place d'une politique publique spécifique pour les enfants de moins de 6³⁰ ans.

Outre l'action décisive qu'elle constitue dans le cadre de la lutte contre les noyades, la construction de l'aisance aquatique, possible dès 4 ans, participe à l'éducation, à la santé, à l'accès aux loisirs nautiques et au développement du sport.

Afin de rendre opérationnelle cette préconisation le jury suggère la mesure concrète suivante :

Mesure n°1 : Inscrire la construction de l'aisance aquatique, OVQ gouvernemental, dans les divers textes de référence

Une politique publique prioritaire (OVQ suivi par le ministère des sports) de l'aisance aquatique a inscrire en tant que telle dans différents textes réglementaires (code du sport, code de l'éducation, code de l'action sociale et des familles) :

- Modification (ajout) de l'article L.112-14 du code du sport
- Ajout d'un alinéa à l'article L. 212-1-1 du code du sport
- Ajout d'un alinéa à l'article L 322- 7 du code du sport
- Modification (suppression & ajout) de l'article L121-5 du Code de l'éducation
- Modification (ajout) de l'article L312-2 du Code de l'éducation

³⁰ Cf. note 15, page 13 : l'expression « moins de 6 ans » inclut la borne supérieure.

Préconisation n°3 portant sur l'inscription de l'aisance aquatique au titre des apprentissages fondamentaux pour tous les enfants, touchant à tous les temps de l'enfant

De par son enjeu sociétal, l'aisance aquatique relève des apprentissages fondamentaux.

A ce titre, tous les enfants doivent pouvoir l'acquérir et tous les temps possibles (scolaire, périscolaire et extra-scolaire) doivent être mobilisables à cet effet.

Mesure n°2 : Inscrire la construction de l'aisance aquatique comme un élément fondamental dans le code de l'éducation et dans les programmes qui en découlent

- Modification (ajout) du décret D321-1 du Code de l'éducation
- Modification de l'Arrêté du 18-2-2015 paru au J.O. du 12-3-2015 portant sur les programmes d'enseignement de l'école maternelle. Les programmes d'enseignement de l'école maternelle doivent traduire cette priorité de politique publique de l'aisance aquatique.
- Modification en conséquence de la circulaire Enseignement de la natation du BOEN 2017-127 du 22-8-2017
- Modifier l'Annexe 2 : préciser l'objectif d'un enseignement de l'Aisance aquatique dès le cycle 1.

Mesure n°3 : Inscrire l'aisance aquatique dans les conventions d'objectifs des fédérations et/ou associations liée au milieu aquatique spécifiant les efforts à réaliser pour atteindre cet objectif pour tous les enfants de cette tranche d'âge

Cela concerne

- Le CIAA (conseil interfédéral des activités aquatiques) et surtout la FFN
- L'USEP (sport scolaire dans le 1^{er} degré)
- FFSA et FFH (sport adapté et handisport)

Mise en place d'une convention avec l'ensemble des acteurs du handicap précisant le droit à la construction d'une aisance aquatique ainsi que les modalités particulières permettant des interventions spécifiques, au sein de l'éducation nationale comme dans les temps périscolaires ou extra-scolaires.

Thème 3 : Certification de l'aisance aquatique

Quelles (s) certification(s) sont susceptibles d'être lisibles, reconnues, délivrées en différents contextes ?

Quelles certifications existantes ? consensus, dissensus ? synthèses souhaitables ?

L'aisance aquatique alpha et oméga d'un parcours personnel ?

1. Plusieurs tests dont un seul évoque l'aisance aquatique

Comme il a été relaté dans les chapitres précédents, notre pays a inscrit de longue date le savoir nager comme réponse aux différents enjeux publics liés à la relation de nos concitoyens au milieu aquatique. Un aspect consubstantiel de ce choix est constitué par la capacité de garantie qui peut être apportée par un brevet ou par un certificat. En d'autres termes, comment peut-on attester que quelqu'un sait nager et quelle est la valeur de cette attestation ? La réponse à cette question s'est historiquement construite autour de « brevets » (brevet de 50m par exemple) pour évoluer ensuite fortement en fonction des définitions données du savoir nager et autour des institutions qui avaient à former et/ou délivrer de telles attestations. Différents tests inscrivent ainsi d'autres compétences que le seul déplacement sur une distance, évoluant vers la prise en compte de compétences aquatiques plus étendues.

Trois tests existent aujourd'hui et sont reconnus par l'État. Ils permettent de valider, soit une aisance dite aquatique pour le premier d'entre eux, soit des capacités et des connaissances identifiées comme relevant d'un savoir nager dit sécuritaire pour les deux autres. Aucune réelle norme ou critère d'âge ne sont évoqués à propos de la validation de ces tests en dehors de préconisations inscrites au programme EPS, du premier cycle au troisième cycle scolaire. Par contre, une échelle de compétences adossée à chacun des tests nous permet d'identifier trois niveaux croissants d'une maîtrise du milieu aquatique par l'enfant : le test Aisance Aquatique (actuellement demandé pour autoriser une pratique dans le cadre d'un accueil collectif de mineurs), l'ASSN (Attestation Scolaire « Savoir Nager ») et le Sauv'nage (Test relatif à un « savoir nager sécuritaire » adopté par le CIAA - Conseil Interfédéral des Activités Aquatiques -).

- Le test d'aisance aquatique communément appelé « anti panique » est un test de tout premier niveau d'exigence pouvant se réaliser, avec ou sans brassière de sécurité, en piscine ou sur le lieu d'activité pour une grande partie des activités nautiques. Essentiellement utilisé en milieu scolaire, ce test atteste de l'aptitude d'un mineur à pratiquer certaines activités aquatiques et nautiques se déroulant en accueils de loisirs, en séjours de vacances et en accueils de scoutisme. Il peut être préparé et passé dès le cycle 2 (CP, CE1, CE2) voire lorsque cela est possible dès la grande section de maternelle.

- L'ASSN (Attestation Scolaire « Savoir Nager »). C'est un test de l'Education Nationale qui précise un niveau de compétences à valider afin de s'assurer de la capacité de l'enfant à nager en sécurité dans un établissement de bains ou un espace surveillé (piscine, plan d'eau calme à pente douce). Il repose sur la maîtrise d'un parcours aquatique et la connaissance de quelques règles de base dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité. D'un point de vue purement technique, l'Attestation Scolaire « Savoir Nager » valide principalement une capacité de déplacement en surface, avec survenue d'immersions.

- Le Sauv'nage utilisé au sein des 17 fédérations membres du Conseil Interfédéral des Activités Aquatiques (CIAA) est également un test validant un niveau de pratique aquatique correspondant à un savoir nager sécuritaire. D'un point de vue technique il intègre une dimension de maîtrise aquatique

supplémentaire aux autres tests par l'évaluation plus exigeante d'une qualité relationnelle développée par l'enfant avec le milieu ainsi qu'une capacité physique et ventilatoire à une immersion prolongée en condition de fatigue (aller récupérer un objet immergé à 1,8m de profondeur en fin d'un parcours de 50m).

Au-delà de cet inventaire, le jury a noté la grande importance accordée non seulement au test, mais également à la caractéristique de certification au sens de « certification par l'Etat apportant une garantie de compétences ». Des débats s'ouvrent ainsi sur l'autorité de certification mais aussi sur la portée en droit de cette certification.

Enfin, cette importance institutionnelle semble avoir des conséquences non négligeables sur les débats de politique publique. Par exemple, les effectifs dits de non nageurs sont ramenés à la seule population qui a passé avec succès tel ou tel test. Autre exemple, certaines craintes ont été évoquées sur la difficulté de signer des attestations qui pourraient ultérieurement engager le signataire si la compétence attestée n'avait pas permis ce qu'elle aurait dû en termes de comportements.

En conclusion, le jury a retenu plusieurs positions :

- Il semble que l'usage de la certification en matière de savoir nager a amené une conception assez figée de la compétence, omettant ainsi son caractère labile et évolutif.
- Il semble que le caractère certificatif transforme l'objet en un produit qui puisse par conséquent se préparer en tant que tel, omettant ainsi le fait que les points de repères ne constituent qu'une partie de l'objet évalué.
- Il est enfin constaté que, même si les évolutions sont très notables, les différents tests restent très ancrés au sein du paradigme du savoir nager et que l'aisance aquatique n'est ici qu'un premier niveau de maîtrise qui ne peut déboucher que sur la mise en place du savoir nager.

La conception proposée de l'aisance aquatique dans les chapitres précédents ne se retrouve ni dans les contenus des tests ni dans la façon dont ils sont mobilisés.

2. L'aisance aquatique comme continuum ouvert d'acquisitions

Le jury a estimé nécessaire d'instaurer une cohérence dans les prises de position à partir du moment où le concept d'aisance aquatique était retenu comme pertinent. Si cette dernière relève d'une expérience positive qui se construit, s'il ne s'agit pas d'une seule compétence (mesurable au sens strict, acquis ou non acquis) mais bien d'une construction globale et multi dimensionnelle en cours, alors la question n'est plus d'attester d'un objet figé via un certificat mais bien de fournir des repères sur une construction ouverte. En ce sens, nous ne devrions pas rester face à une référence intangible servant de garantie, mais avancer vers l'identification de repères sur un processus, y compris si cette identification s'opère sur des bases et avec des méthodologies solides et certifiables.

Nous voudrions ici nous servir d'un exemple tout à fait comparable. Il s'agit de la mise en place de PIX, plateforme d'évaluation des compétences numériques. (pix.fr)

Les compétences numériques constituent un enjeu majeur pour l'évolution de notre société et le besoin de mesurer ces compétences s'est rapidement imposé. Des tests ont été élaborés (par exemple B2i et C2i) mais ils ne permettaient pas bien de situer les personnes au regard d'un environnement extrêmement évolutif et nouveau. Trop d'échecs à ces tests, et trop peu d'adaptations aux évolutions constituaient des obstacles.

Il a donc été proposé d'abandonner l'idée d'un test unique pour le remplacer par une grille unique permettant à tout un chacun de mesurer ses compétences numériques et ouverte. C'est ainsi que fut lancée une grille unique portant sur 5 domaines en 8 niveaux sur la base d'une grille européenne. Cette mesure est accessible en ligne. Elle est certifiable et elle permet surtout de ne considérer que des points de repères sur une évolution personnelle.

Chacun peut passer les tests (en ligne), disposer en retour de son profil sur cette grille et y revenir à un autre moment de sa formation ou de sa vie. Cela permet surtout de considérer que ce n'est pas le test figé qui est la référence, mais bien un profil de compétences. Le certificat ne fige pas, il garantit seulement la façon de situer une personne sur un continuum possible d'évolution des compétences.

Il y a là un renversement important pour dire que le résultat n'est plus le pourcentage de réussite à un test mais bien le profil de compétences d'une personne, d'un groupe ou d'une classe d'âge.

Sur la base de cet exemple, le jury propose que l'aisance aquatique fasse l'objet de la construction d'une grille unique à l'échelle nationale, composée des 5 grands domaines ou classes de situations identifiées dans la définition proposée (cf. préconisation n°1), sur lesquels soient donnés des points de repères croissants en niveaux d'exigence. Chaque niveau d'exigence correspond à un élément standardisable.

Par exemple, la flottaison sans déplacement peut se repérer de façon standardisée selon les milieux (piscine, mer...) et les indicateurs choisis (horizontal, face, dos, vertical...)

L'usage d'une telle grille possède beaucoup d'avantages. Cela permet :

- de conserver la question de l'aisance aquatique dans le domaine public, non marchand (pas de propriété du test au sens de Toeffel..),
- de ne pas craindre une garantie donnée qui soit ensuite interrogée en cas d'accident,
- de responsabiliser tous les acteurs ou parents puisque la grille reste ouverte vers le haut. Ce n'est pas un état mais un moment ou un positionnement qui est repéré,
- de prendre de l'information très importante et précise sur le profil d'aisance aquatique d'une personne ou d'un groupe, à un âge donné,
- de certifier une mesure par un intervenant,
- de ne jamais « bachoter » complètement le test puisque cela reste une échelle ouverte,
- de résoudre le problème posé par la diversité des tests,
- de disposer de mesures permanentes en évaluation continue, sans supprimer forcément la notion d'examen ponctuel,
- de disposer d'un outil de dialogue concret avec des familles,
- de mettre à jour cette grille à l'échelle de l'Etat,
- ...

Enfin, au regard des constats opérés, il ne faut pas que cette grille ne soit consacrée qu'aux enfants de 4 à 6 ans. Puisque toute une frange de la population française ne dispose pas de l'aisance aquatique à un niveau suffisant, puisque nous sommes sur une grille ouverte d'acquisitions, il convient de se préoccuper de la formation continue et de la formation tout au long de la vie à l'aisance aquatique au travers d'une capacité d'usage de cette grille à tous les moments de la vie.

Le jury formule ainsi une quatrième préconisation portant sur l'évaluation de l'aisance aquatique.

Préconisation n°4 portant sur l'évaluation de l'aisance aquatique

L'aisance aquatique relève d'un continuum permanent et ouvert d'acquisitions : le principe d'une certification stricte de l'aisance aquatique est donc écarté au profit d'un dispositif permettant le repérage permanent et attestable de l'évolution des acquisitions.

Une grille-repère unique de l'aisance aquatique doit être élaborée à l'échelle nationale. Elle permettra de situer les capacités de l'enfant puis de l'adolescent et de l'adulte de façon positive et bienveillante. Cette grille sera le support d'un dialogue avec les familles et servira à établir un point d'étape à 6 ans, explicite et compréhensible par tous avant de devenir le support d'une évaluation tout au long de la vie.

Mesure n°4 : Supprimer la référence à l'aisance aquatique dans les divers textes actuels de certification liés au savoir nager

L'aisance aquatique ne peut faire l'objet d'une certification stricte (acquis ou non acquis) tel que définie dans le Code du sport en raison de sa nature (un continuum ouvert), il en découle

-Suppression ou modification de l'article A. 322-3-2 paragraphe I du code du sport

-Modification de l'article A 322-3-1

-Modification de la Circulaire Enseignement de la natation du BOEN 2017-127 du 22-8-2017

-Suppression de l'annexe 4 ou le nom « Aisance aquatique » utilisé pour désigner le test renvoyant à l'article A. 322-3-2 du Code du sport lequel doit être par ailleurs supprimé (cf. supra).

-Modification de l'article 3.-I de l'arrêté du 25 avril 2012 portant application de l'article R.227-13 du code de l'action sociale et des familles (conséquence de la suppression de l'article A. 322-3-2 paragraphe I du code du sport)

Mesure n°5 : Construire le continuum de l'aisance aquatique, tester et diffuser une grille nationale de référence (grille repère) pour l'appréciation de l'aisance aquatique

L'idée est d'établir une grille de nationale de référence sur la base du PIX, une initiative des ministères de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Pix remplace le B2i et a vocation à être généralisé à partir de la rentrée 2019 pour tous les élèves de France de 3e et de Terminale.

L'objectif d'un groupe de travail constitué de façon ad hoc est d'apporter la « preuve de concept » ou preuve de faisabilité. La preuve de faisabilité (proof of concept, POC), désigne le fait d'avoir des preuves tangibles qu'un produit ou service potentiel peut fonctionner. Le plan d'une preuve de faisabilité doit aborder la question des moyens du produit ou service proposé pour soutenir les objectifs métiers. Il doit inclure des critères de réussite bien définis, documenter le processus de validation, intégrer un composant d'évaluation et une proposition de progression en cas de réussite de la validation. Le développement d'un tel plan est une étape capitale qui permet de déterminer comment le produit ou service envisagé peut-être livré aux utilisateurs avec le moins de failles possible.

Enfin, il s'agit de mettre à disposition la grille repère de façon élargie pour une adaptation de l'aisance aquatique à toutes les franges de la population pouvant accéder à des activités aquatiques encadrées : Associations de sports aquatiques, service nationale, cours de bébé nageurs, centre de loisirs, cours aquaphobie...

Mesure n°6 : Mettre en place une modalité permettant la numérisation des résultats ou la communication fiable entre les différentes institutions

Un outil national statistique de suivi du nombre d'enfants et adultes touchés, de l'évaluation des progressions moyennes, et du mode d'accès (scolaire, associations, MNS...)

Mesure n°7 : Intégrer la grille repère dans le processus d'évaluation des compétences et des connaissances des élèves de l'école maternelle relatives au domaine d'apprentissages intitulé « Agir, s'exprimer, comprendre à travers l'activité physique »

Cf. mesure n°13

Mesure n°8 : Mettre en place avec Santé Publique France une capacité de communication, de suivi et d'évaluation des actions en faveur de l'aisance aquatique des enfants âgés de moins de 6 ans inclus.

Thème 4 : Contextes institutionnels de la construction de l'aisance aquatique

Comment faire pour qu'il y ait beaucoup plus d'occasions, de lieux, d'institutions et d'acteurs concernés et engagés dans cet objectif de généralisation de l'aisance aquatique chez les jeunes enfants?

Un certain nombre d'analyses ont été effectuées dans le chapitre 2 traitant des finalités et politiques publiques. L'une des conclusions essentielles étant que la réussite de cette ambition, si elle s'appuyait prioritairement sur l'École, ne pouvait reposer sur le seul système scolaire. En effet, pour changer de paradigme, l'ensemble des acteurs et des modalités d'intervention doit être concerné. Cela signifie qu'il faut traiter d'une autre tranche d'âge, d'un objet différent, (même s'il ne retire rien à l'objet de référence qu'est le savoir nager), et de modalités pédagogiques et organisationnelles forcément différentes. L'ambition de la généralisation de l'aisance aquatique doit concerner tous les acteurs potentiels.

Le second point d'ancrage des analyses et propositions est l'interrelation entre les différents acteurs et les différentes institutions. Une généralisation de l'accès à l'eau concerne forcément des institutions et acteurs différents qui disposent chacun d'accès différents à des heures différentes et pour des motifs différents. Il en ressort une situation qui peut relever de la concurrence. Beaucoup de contributeurs insistent sur le fait que l'ambition de l'aisance aquatique avec un public plus précoce ne pourra se mener à bien que si des formes de coopération et de rationalisation se mettent en place. De façon tout à fait pragmatique, ceci plaide pour un élargissement des institutions et des acteurs de la construction de l'aisance aquatique.

Le troisième argument est la nécessité d'innover au regard des possibilités d'accès à un espace ou milieu aquatique. Y compris si des coopérations se mettent en place, il ressort globalement le constat d'une pénurie d'espace disponible et d'un défaut de coordination entre les acteurs. L'état des lieux effectué dans le rapport public annuel 2018 de la Cour des comptes « Les piscines et centres aquatiques publics : un modèle obsolète »³¹ montre qu'un tiers des classes élémentaires ne bénéficie pas d'une offre de bassin jugée satisfaisante au regard des objectifs d'apprentissage. Le jury a ainsi pris connaissance de différentes possibilités et contraintes permettant à un très jeune public de disposer des conditions nécessaires en termes d'infrastructures aquatiques.

Ce sont donc des temps, des institutions, des acteurs et des espaces qui sont mieux considérer, harmoniser voire conquérir.

1. Gagner des temps supplémentaires pour l'enfant

1-1 Le temps scolaire

Sur le temps scolaire, il s'agit de mettre en place les conditions d'un enseignement de l'aisance aquatique plus précoce qu'actuellement. Au regard des constats opérés (accès aux lieux notamment), l'ambition ne peut raisonnablement devenir celle d'une multiplication des temps scolaires dédiés pour tous les enfants. Le principe serait ici d'envisager une répartition différente des temps dédiés à l'activité aquatique avec une intervention plus précoce, voire plus massée. L'hypothèse est celle d'une réussite plus précoce et plus généralisée qui allègerait d'autant la charge d'enseignement et d'apprentissage ultérieure du savoir nager.

Généraliser les interventions au cycle 1 constitue un aspect essentiel de la réponse à la question posée. Cela est d'ailleurs encouragé dans les textes réglementaires du ministère de l'éducation nationale et

³¹ <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2018-01/13-piscines-centres-aquatiques-publics-Tome-1.pdf>

de la jeunesse concernant l'enseignement de la natation dans le premier et dans le second degré actuellement en vigueur³². Dans une annexe relative aux aspects pédagogiques³³, il est notamment indiqué que « *le parcours d'apprentissage de l'élève commence, dès le cycle 1, par des moments de découverte et d'exploration du milieu aquatique - sous forme de jeux et de parcours organisés à l'aide d'un matériel adapté pour permettre aux élèves d'agir en confiance et en sécurité et construire de nouveaux équilibres (se déplacer, s'immerger, se laisser flotter, etc.).* »

Cela correspond également à l'évolution récente de l'abaissement à 3 ans de l'âge de l'instruction obligatoire³⁴ dont l'effet concret est qu'« *à partir de la rentrée 2019, tous les enfants âgés de 3, 4 et 5 ans sont concernés par l'obligation d'instruction. Tous ces enfants doivent donc désormais être inscrits dans une école ou une classe maternelle, publique ou privée, sauf si leurs parents ou responsables légaux déclarent qu'ils l'instruisent ou le font instruire dans la famille. Dans ce cas, des contrôles seront réalisés par les autorités compétentes afin de s'assurer que l'obligation d'instruction est bien respectée* » (Source : Eduscol)³⁵.

Ce premier aspect concernant le temps scolaire est tout à fait déterminant au regard de l'impact en termes d'effectifs d'enfants concernés mais aussi en termes de stratégie éducative précoce.

1-2 Le temps péri scolaire

Pour rappel, le temps périscolaire intervient immédiatement avant ou après l'école, c'est à dire :

- le temps du transport scolaire,
- la période d'accueil avant la classe,
- le temps de la restauration à l'école,
- après la classe, les études surveillées, l'accompagnement scolaire, les activités culturelles ou sportives,
- le mercredi après-midi ;

Il est à noter quelques évolutions importantes puisque les activités du mercredi après-midi rentrent désormais dans le temps périscolaire. Le périscolaire correspond ainsi aux accueils organisés les jours d'école ainsi que le mercredi même sans école. Ce changement a eu un impact sur les communes et EPCI en termes de compétence sachant qu'en devenant péri scolaire, la responsabilité du mercredi a pu être transférée de la commune à l'EPCI. Le temps d'accueil périscolaire pourrait constituer un temps d'apprentissage complémentaire à celui de l'école avec la même difficulté que pose l'accès aux espaces de pratique mais également avec la même difficulté d'accès aux jeunes enfants puisque les taux de fréquentation des ACM sans hébergement restent très faibles.

Sur le temps périscolaire, nous avons rappelé la place incontournable des dispositifs qui ponctuent le rythme hebdomadaire des enfants au travers de différentes actions. Parmi celles-ci, le dispositif « J'apprends à nager » promu par le ministère des sports vise que « *chaque enfant qui entre en classe de 6e doit savoir lire, compter, écrire... et nager !* »³⁶. Désormais étendu aux enfants de moins de 6 ans, ce dispositif « *s'inscrit dans le cadre du plan interministériel « Aisance aquatique ». Il permet aux enfants de découvrir le milieu aquatique et d'y évoluer en toute sécurité. Il s'adresse principalement aux enfants des quartiers prioritaires et des zones rurales.* »

³² Circulaire n° 2017-127 du 22-8-2017 https://www.education.gouv.fr/pid285/bulletin_officiel.html?cid_bo=118714

³³ Annexe 2 de la Circulaire n° 2017-127 du 22-8-2017

³⁴ Article 11 de la loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance, parue au JORF n°0174 du 28 juillet 2019.

³⁵ Cf. <https://www.education.gouv.fr/cid143616/la-loi-pour-une-ecole-de-la-confiance.html>

³⁶ Site du ministère des sports : <http://www.sports.gouv.fr/pratiques-sportives/pratique-securite/japprends-a-nager/j-apprends-a-nager>

Ce temps périscolaire est ensuite une opportunité pour l'intervention d'associations (l'USEP par exemple) pour investir ces temps périscolaires. Des collaborations fructueuses par convention sont à envisager.

1-3 Le temps extra-scolaire

Plusieurs aspects du temps extra-scolaire ont retenu l'attention du jury : le temps familial et le temps associatif en particulier. Nous débuterons ce chapitre par la prise en compte du rôle des familles pour l'aisance aquatique.

Le temps familial

Les débats ont largement montré que les 4- 6 ans appartiennent à une tranche d'âge où la famille reste le premier déterminant de l'intervention sur les enfants. Prendre en compte les parents, l'entourage familial de chacun des enfants de moins de 6ans est un élément essentiel au regard du développement des jeunes enfants, sortant à peine pour certains du cocon familial, à la découverte d'un nouvel environnement social (d'autres adultes, étrangers à la famille vont ainsi s'occuper d'eux dans la journée, en l'absence de leurs parents), à la découverte d'autres enfants que ceux du cadre familial.

A l'image du changement de paradigme en cours dans les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), comment s'appuyer plus fortement sur les familles en partant du principe que le plaisir et la capacité de l'enfant à agir dans l'eau est un facteur d'évolution favorable par rapport au processus d'acculturation (l'enfant en parle dans sa famille, suscite l'envie de venir faire avec lui...) ? En tant que premiers éducateurs, les parents sont des partenaires essentiels. Ils vont pouvoir participer, favoriser le processus de construction de l'aisance aquatique, d'une façon plus ou moins directe. Les sensibiliser à la démarche, les informer pour pouvoir les associer dans la mesure du possible est donc indispensable. Il est néanmoins nécessaire ici de prendre en compte la diversité des obstacles qui font que certaines familles n'intègrent pas l'aisance aquatique comme priorité. Nous pensons aux obstacles économiques liés aux familles défavorisées, mais aussi aux obstacles culturels liés à l'histoire des parents (non nageurs par exemple) aux obstacles religieux et aux obstacles nés ou résultants d'une situation de handicap ou de maladie.

Une approche inclusive à ces âges, pensée comme telle dès le début, est un déterminant puissant pour la généralisation de l'acquisition de l'aisance aquatique de tous les enfants. La complexité de cette problématique est forte et des mesures spécifiques sont à envisager pour lever le maximum d'obstacles pour que toutes les familles soient des vecteurs positifs de cette ambition. Dans une démarche de prévention, un appui pourrait être préconisé par l'intermédiaire des centres de Protection Maternelle et Infantile (dépendent du Conseil Départemental, Ministère de la Santé et des Solidarités). Dans le cadre de leurs missions auprès des enfants de moins de 6 ans et de leurs parents, il pourrait être pertinent d'envisager d'autres lieux pour parler, accueillir les questionnements et favoriser des échanges autour de la thématique de l'eau avec les familles (piscines privées, vacances en camping, ...). Afin de sensibiliser les familles, les professionnels de la petite enfance constituent des acteurs de première importance.

Un second point touche la responsabilité des familles, et plus particulièrement face aux dangers de noyades puisque cette tranche d'âge paye un lourd tribut à ce drame. Responsabiliser les familles vis-à-vis du milieu aquatique devient donc le second aspect à prendre en compte. Cela se traduit par la surveillance aux abords immédiats des lieux aquatiques non surveillés (piscines à usage privé, plages...), et potentiellement au maintien de la surveillance y compris quand les parents estiment que leurs enfants disposent de compétences. L'aisance aquatique doit ainsi s'envisager en contexte, et comprendre, outre la sensibilisation des parents et la nécessité d'une sécurité active par l'aisance aquatique des enfants, une éducation générale aux lieux aquatiques eux-mêmes. Notons par exemple l'importance de pouvoir repérer les signes de noyades des enfants qui sont rarement ceux qui sont intuitivement attendus.

Au vu de la place et de l'influence potentielle du cercle familial pour l'acquisition de l'aisance aquatique, il convient de penser une intervention en direction de celui-ci. Concrètement, il faut déterminer des moments de rencontre avec le cercle familial et également les dispositifs de sensibilisation et d'acculturation.

Accompagner les parents, à l'école

A l'école maternelle, deux outils permettent d'assurer le suivi des apprentissages et des progrès des élèves : le carnet de suivi des apprentissages, renseigné tout au long du cycle, et la synthèse des acquis de l'élève, établie à la fin de la dernière année du cycle 1. (Source : Eduscol³⁷). « *La synthèse des acquis des élèves en fin d'école maternelle mentionne ce que l'élève sait faire et indique le cas échéant ses besoins à prendre en compte pour l'aider au mieux dans la suite de son parcours scolaire. L'établissement de cette synthèse relève de la responsabilité de l'équipe pédagogique du cycle, elle ne donne pas lieu à la passation préalable d'épreuves spécifiques d'évaluation.* » Les échanges autour du carnet de suivi des apprentissages sont une occasion précieuse de sensibilisation et d'information des parents.

Accompagner les parents, dans le cercle familial

La question de l'aisance aquatique des enfants peut servir de support pour la sensibilisation/prévention aux violences faites aux enfants. Sans évoquer la question des maltraitances émotionnelles³⁸ dans le champ des pratiques sportives, il apparaît tout aussi essentiel d'accompagner l'établissement d'une relation de qualité entre les parents et leur jeune enfant. Cela peut se lire à l'aune de la difficulté exprimée par un parent sur deux qui trouvent « qu'il est difficile d'être parent³⁹ » (Plan 1 000 premier Jours). L'aisance aquatique est une puissante occasion de promouvoir une éducation sans violence en favorisant l'établissement d'un *attachement secure* (Bowlby, 1978)⁴⁰ entre l'enfant et son parent dont (cf. Waters et Cumming, 2000), il a été souligné que ce style d'attachement traduisait une plus grande capacité d'autorégulation émotionnelle chez l'enfant, ainsi qu'une bonne exploration de l'environnement et une aisance sociale, déterminante pour la suite de la vie relationnelle des personnes.

Au-delà de la seule prévention des noyades ou de l'acculturation à l'eau de l'enfant, l'aisance aquatique est une occasion de soutenir la parentalité. Que l'on songe à la place réservée aux émotions des enfants et à leurs besoins à l'heure où, pour la première fois et pour une part non négligeable d'entre eux, ils doivent découvrir un milieu physique potentiellement impressionnant (la foule, les odeurs, le froid, l'habillement/déshabillage ... et l'eau) avec l'école.

Le temps des vacances

Le temps des vacances est une période particulièrement favorable au développement de l'aisance aquatique pour les enfants de 4, 5 et 6 ans. Lors des vacances en famille, les parents sont disponibles et fréquentent souvent des lieux disposant d'espaces aquatiques quelle que soit la destination du séjour. Il peut s'agir :

- de baignades aménagées en bord de mer ou en eau douce (lac, plan d'eau, rivière...),

³⁷ Cf. <https://eduscol.education.fr/cid97131/suivi-et-evaluation-a-l-ecole-maternelle.html>

³⁸ Alexander, K., Stafford, A., et Lewis, R. (2011). *The Experiences of Children Participating in Organised Sport in the UK*. London: NSPCC

Vertommen, T., Schipper-van Veldhoven, N., Wouters, K., Kampen, J. K., Brackenridge, C. H., Rhind, D. J., ... et Van Den Eede, F. (2016). *Interpersonal violence against children in sport in the Netherlands and Belgium*. *Child abuse et neglect*, 51, 223-236.

³⁹ https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/1000_jours_4_pages_2019_vweb.pdf

⁴⁰ Bowlby, J. (1978). *Attachement et perte* : Vol. 1 *L'attachement*; II. *Séparation, angoisse et colère* ; III. *La perte, tristesse et séparation*. Trad. fr. J. Kalmanovitch, Paris : PUF.

- d'établissements aquatiques ouverts au public dédiés à la baignade et aux activités, aquatiques (piscine d'accès payant, centre aquatique),
- de piscines de camping ou de villages ou résidences de vacances,
- de piscines privées (location de vacances, maison familiale...),
- de parcs d'attraction aquatique (dont structures gonflables type aquapark).

Des opportunités apparaissent en termes d'apprentissage notamment concernant le temps de « la plage ». Sur ces périodes, il serait intéressant de proposer gratuitement une offre d'apprentissage de l'aisance aquatique pour les 4 – 6 ans en installant des bassins d'apprentissage de petit format sur les plages. L'encadrement pourrait être réalisé par des professionnels qualifiés rémunérés par les collectivités, et la surveillance de la plage réservée au BNSSA. En effet, les enfants sont souvent captifs sur plusieurs jours consécutifs, ce qui permet de répondre à la forme la plus favorable d'apprentissages massés de 40 minutes. Les parents y trouveraient un intérêt certain en profitant de cette occasion pour sécuriser la pratique des enfants et en donnant un sens éducatif à la plage tout en disposant d'une petite pause de vigilance en cette période de repos.

La mer peut, sur certains territoires et en fonction des conditions météorologiques, constituer un espace de pratique encadré. Dans l'esprit de mise en sécurité des enfants évoqué en introduction, une activité de type « Rescue » peut également être envisagée avec pour objectif de se sauver de la noyade et de sauver les autres. A ce titre, des activités encadrées de sauvetage et secourisme adaptées au 4-6 ans peut constituer une pédagogie décalée pour aborder l'aisance aquatique et permettre la mobilisation d'autres professionnels. Les lacs peuvent également être aménagés en piscine naturelle à l'aide de structures gonflables arrimées au fond du plan d'eau permettant de délimiter une zone de nage, avec des lignes d'eau et un ponton accessible aux enfants et encadrants pour en faciliter l'utilisation dans le cadre de l'apprentissage. Cette forme de bassin pourrait être utilisable également pendant le temps scolaire pour augmenter l'offre de bassins accessibles.

Le temps associatif

Le temps associatif est un temps extra-scolaire qu'il convient de mobiliser pleinement. Différentes structures associatives peuvent intervenir et nous ne pouvons en faire une liste exhaustive. Même si les clubs de natation affiliés à la fédération française de natation visent principalement le perfectionnement sportif, ils proposent également des activités d'initiation pour les enfants de 3 et 4 ans (Jardin aquatique, éveil aquatique) sur des créneaux de 30 à 45 minutes le plus souvent. Les activités proposées sont payantes (autour de 300€ en moyenne) ce qui peut constituer un frein à l'accessibilité pour certaines familles. Il conviendrait de renforcer les dispositifs publics d'aide et de prise en charge existant dans la mesure où le temps associatif constitue une opportunité d'accès au milieu aquatique (créneaux réservés aux clubs), de mise à disposition d'intervenants compétents et d'usage de temps très différents de l'extra-scolaire et du périscolaire.

2. Faire coopérer l'ensemble des acteurs institutionnels

Ces analyses centrées sur le temps de l'enfant font bien apparaître que ce n'est pas qu'une question de créneaux horaires mais bien d'acteurs institutionnels. Au sein d'un paysage très hétérogène, et au regard d'une priorité nationale, l'ensemble des contributeurs et des intervenants ont indiqué qu'il était indispensable de travailler à la mise en coopération des différents acteurs institutionnels.

Le Projet éducatif territorial

Le cadre partenarial pertinent pour conduire une réflexion éducative partagée entre l'éducation nationale, les organisateurs d'ACM, les collectivités territoriales et les parents est le projet éducatif territorial (PEDT). En effet, la circulaire n°2013-036 du 20 mars 2013 en donne la définition suivante : « *Le projet éducatif territorial (PEDT), mentionné à l'article D. 521-12 du code de l'éducation, formalise une démarche permettant aux collectivités territoriales volontaires de proposer à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité avant, pendant et après l'école, organisant ainsi, dans le respect des compétences de chacun, la complémentarité des temps éducatifs* ». Le fait d'inscrire cette question comme un axe éducatif fort au sein du PEDT et potentiellement du Plan Mercredi, permettrait de développer l'aisance aquatique et de donner aux activités de baignade, souvent limitée au sein des ACM une ambition éducative.

Toutes les communes n'ont pas renouvelé leur PEDT suite au décret de 2017 permettant le retour à une organisation du temps scolaire sur 4 jours. Cependant, les collectivités n'ayant pas de PEDT ont un projet éducatif, il est donc possible d'y inscrire cette intention éducative.

Le Plan mercredi

Le plan mercredi est un dispositif permettant aux collectivités de développer, avec l'aide des services de l'Etat, des CAF et des associations partenaires, des mercredis périscolaires de qualité en complémentarité avec l'école, selon une charte de qualité et avec un label. Ce dispositif correspond bien aux ambitions de mise en coopération des acteurs institutionnels au profit du développement de l'aisance aquatique. Les ministères de l'éducation nationale, de la culture et des sports associés à la caisse d'allocation nationale des allocations familiales (CNAF), aux associations d'éducation populaires et au comité national olympique français (CNOSF), se mobilisent pour donner un élan national au plan mercredi. Au niveau local, ce sont les groupes d'appui départementaux (GAD) composés de la DDCS/PP, de la DSDEN et de la CAF qui accompagnent la mise en œuvre du plan mercredi. Les interlocuteurs privilégiés sont les référents des directions départementales de la cohésion sociale (et de la protection des populations) et des directions des services départementaux de l'Éducation nationale.

Le Collectif des associations complémentaires de l'école publique (CAPE) est également mobilisé pour aider à concevoir et animer les dynamiques d'élaboration d'un PEDT, à participer à la définition du projet et à en soutenir l'écriture. Une collectivité doit remplir trois conditions cumulatives pour la mise en place d'un plan mercredi (source <http://planmercredi.education.gouv.fr/>)

- Organiser un accueil de loisirs périscolaire défini à l'article R.227-1 du code de l'action sociale et des familles dont les activités du mercredi respectent la charte qualité du Plan mercredi.
- S'engager à respecter la charte qualité plan mercredi. Cet engagement doit être formalisé par la collectivité avec les services de l'Etat et la caisse d'allocations familiales par une convention spécifique. L'organisation de l'accueil peut être confiée par la collectivité à un autre organisateur comme une association.
- Conclure un projet éducatif territorial (PEDT) intégrant le mercredi afin de maintenir une cohérence éducative des activités périscolaires organisées dans les conditions de l'article R .551-13 du code de l'éducation.

3. Innover pour augmenter les possibilités d'accès à l'eau

Les espaces d'activité aquatique ne sont pas seulement surchargés, ils ne sont pas suffisants. C'est un point commun à beaucoup de pays européens, tel que cela a été souligné par R. Stallman lors de sa conférence de clôture. Deux aspects sont à relever :

Espaces existants

Le premier aspect est la prise en compte d'espaces de pratiques existants mais non utilisés. Les espaces naturels forment un premier contingent. Les espaces naturels sont exploitables au sein des régions les plus tempérées, toujours sous conditions de surveillance. Les espaces aquatiques non habituellement dédiés au savoir nager sont à examiner dans les domaines tels que le thermalisme, les structures de bien être, les bassins liés à l'activité de kinésithérapie ou les centres de loisirs. Une catégorie très intermédiaire est constituée des bassins se trouvant dans les campings, l'hôtellerie de plein air ou l'hôtellerie classique. Si ce point n'a pu faire l'objet d'une analyse plus approfondie lors de la conférence de consensus, il semble que ceci puisse constituer un réservoir non négligeable de mètres cubes d'eau pour l'acquisition de l'aisance aquatique.

Espaces non existants

Les conditions de certaines zones rurales en particulier constituent de réelles difficultés d'accès à un espace aquatique. Les distances et donc les coûts sont très importants. Un axe nouveau se présente peut-être sur le thème de l'eau qui vient aux enfants plutôt que l'inverse. La perspective de faire venir le bassin à proximité des enfants est une solution innovante et intéressante puisqu'elle répond en de nombreux points aux freins majeurs identifiés par les acteurs de terrain. Une société basée à Lausanne en Suisse a déjà développé ce type de bassin mobile aménagé, transportable sur une remorque de camion, contenant les vestiaires, les douches, WC, pédiluve et permettant de disposer d'un bassin de 8m x 2.10m avec fond mobile de 0 à 1.60 m. L'eau y est traitée et chauffée. L'électricité est produite par un système de panneaux photovoltaïques et stockée. Le bassin est aménagé pour l'accessibilité aux enfants en situation de handicap. La piscine peut accueillir de 6 à 12 élèves en même temps. Sur la base d'une classe de 25 enfants qui apprend sur six semaines avec deux cours par semaine, soit 12 séances, il est possible de toucher 500 à 800 enfants dans une année scolaire. Il convient enfin de repositionner ces questions dans une perspective écologique et citoyenne. Si la construction de l'aisance aquatique des jeunes enfants nécessite des mètres cubes d'eau et le plus souvent à des températures plus élevées, nous ne pouvons nous dégager de la question de l'empreinte carbone de cette action. En ce sens, le jury attire l'attention sur la nécessité de ne pas considérer que les coûts financiers, mais également les coûts écologiques. C'est une absolue nécessité de considérer l'ensemble des lieux inexploités, les temps de présence des enfants en ce lieux, les moments favorables pour ces présences. Revoir ces moments (fin d'année scolaire, vacances), exploiter de nouveaux lieux non chauffés, mieux partager les mètres cubes d'eau chauffés, contribuera aussi à une meilleure perception et engagement citoyen vis-à-vis de cette cause nationale. Suite aux débats et analyses concernant cette thématique, le jury formule les préconisations suivantes portant sur une meilleure prise en compte et implication des familles et sur les nécessaires coopérations institutionnelles au bénéfice de l'acquisition de l'aisance aquatique par les enfants de moins de 6 ans.

Le jury formule ainsi une cinquième et une sixième préconisation portant sur l'implication des familles et sur les nécessaires coopérations institutionnelles locales pour la mise en œuvre de l'aisance aquatique.

Préconisation 5 portant sur l'implication des familles

L'adhésion et l'implication des familles dans l'acquisition de l'aisance aquatique est indispensable, tout comme le maintien responsable de la vigilance et de la surveillance des enfants sur les lieux de pratique.

Mesure n°9 : Mettre en place une communication de vulgarisation de l'aisance aquatique pour le grand public pour diffusion dans les halls de piscines, les structures d'accueil d'activités aquatiques et les écoles.

- Communication utilisable pour la sensibilisation des acteurs comme les professeurs des écoles.
- Création d'un cahier numérique de tutoriels et/ou d'exemples des activités possibles pour chaque repère à disposition des acteurs

Mesure n°10 : Intégrer l'aisance aquatique dans tous les dispositifs de sensibilisation et d'acculturation que propose l'Etat aux familles

Dispositifs tels que « Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants » peuvent contribuer largement à la mise en œuvre de cette mesure.

Mesure n°11 : Inscrire l'aisance aquatique dans « les 1000 premiers jours de l'enfant⁴¹ ».

Au-delà de la lutte contre les noyades, l'aisance aquatique participe d'une parentalité heureuse, d'une expérience (à l'eau) parent-enfant positive et bienveillante. L'aisance aquatique doit s'ancrer en amont et autour de l'école.

Mesure n°12 : Réviser les attendus et explicitation auprès des parents accompagnateurs (piscine).

Mesure n°13 : Associer les familles à l'évaluation de l'aisance aquatique en inscrivant un temps institutionnel de rencontre parents/enseignants

Dans la logique du continuum de l'aisance aquatique préconisé par le Jury, et s'intégrant pleinement dans la dynamique d'une évaluation positive et bienveillante des acquisitions de l'élève⁴², il est suggéré de modifier l'[arrêté du 31-12-2015 - J.O. du 3-1-2016](#) afin d'y faire figurer explicitement l'aisance aquatique et qu'un point d'étape soit fait aux familles lors de la présentation de la synthèse des acquis scolaires à la fin de l'école maternelle de l'élève.

Dans une perspective de lutte contre les noyades, l'enjeu de cette mesure est d'associer les familles à l'évaluation de l'aisance aquatique de leur enfant et à leur responsabilité de surveillance : aucune attestation de quelque sorte que ce soit ne saurait s'y substituer.

⁴¹ Cf. https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/1000_jours_4_pages_2019_vweb.pdf

⁴² décret n° 2015-1929 du 31-12-2015 - J.O. du 3-1-2016 et [arrêté du 31-12-2015 - J.O. du 3-1-2016](#)

Préconisation 6 portant sur les nécessaires coopérations institutionnelles locales pour la mise en œuvre de l'aisance aquatique

La mise en œuvre d'une politique publique en faveur de l'acquisition de l'aisance aquatique engage tous les acteurs d'un territoire dans une démarche partenariale : Éducation nationale, collectivités territoriales, CAF, mouvement sportif, monde associatif, professionnels concernés, etc.

À cet effet, l'ensemble des leviers et outils (projet sportif fédéral, projet éducatif de territoire, projet éducatif local, plan mercredi, cité éducative, dotation d'équipement des territoires ruraux, etc.) devra être mobilisé, recensé et porté à la connaissance de tous les acteurs.

La création d'un plan particulier de financement peut s'avérer nécessaire pour certains territoires dans lesquels ces dispositifs existants ne permettraient pas de dégager les moyens suffisants. Il s'agit notamment de permettre l'accès aux infrastructures aquatiques ainsi que la mise en place de solutions innovantes et nouvelles pour accroître les capacités d'accueil aquatique des enfants.

Mesure n°14 : Rédiger un Vademecum de l'aisance aquatique à l'usage des acteurs du territoire

Vademecum à l'usage d'une politique de territoire partenariale. Mise en place d'une réflexion partenariale (EN, Sports, territoires) visant à établir des règles de bonne pratique afin de donner les moyens de formation aux 4 6 ans (répartition des temps d'accès aux lieux de pratique).

Mesure n°15 : Inscrire l'aisance aquatique dans le fonctionnement local : projet d'école, projet de bassin projet éducatif du territoire

Le projet d'enseignement de la natation ajusté lors de la réunion de bassin placée sous la responsabilité de l'IEN doit explicitement contenir un « cadre d'enseignement de l'aisance aquatique ». L'aisance aquatique doit figurer dans le projet d'école.

Inscrire l'aisance aquatique dans les PEDT et Plan mercredi

Mesure n°16 : Placer l'aisance aquatique comme volet spécifique des lieux de concertation au sein des territoires

Utilisation du cadre conventionnel de droit commun (à recenser) ou exceptionnel pour y inscrire un volet spécifique, structurer les projets et rendre compte. Par exemple : conventions départementales EN/SDIS, contrats de ville, réseaux d'éducation prioritaire, conseils départementaux de l'EN présidés par les préfets, etc.

Levier « Génération 2024 ».

Mesure n°17 : Lancer une opération « nouveaux espaces, nouveaux moments » pour l'aisance aquatique avec une ambition citoyenne et écologique

Proposition de bassins mobiles.

Conventions avec des structures commerciales ou touristiques.

Création de lieux à vocation unique et adaptée au territoire, secteur non marchand des piscines répondant à une communauté d'intérêts.

Examiner les moments moins utilisés, les lieux non encore envisagés, les recenser et les porter à connaissance des acteurs.

Thème 5 : Compétences(s) à l'encadrement

Comment créer les conditions pour que beaucoup plus d'acteurs soient compétents pour mettre en œuvre le développement de l'aisance aquatique chez les jeunes enfants ?

La question des compétences à l'encadrement de l'aisance aquatique constitue un sujet particulièrement complexe qu'il convient d'analyser préalablement au risque de n'en rester à des questions plus générales ou catégorielles que politiques et stratégiques. En effet, la compétence à l'encadrement se comprend de plusieurs façons dans un contexte réglementaire particulier.

C'est en premier lieu le rappel que la construction de l'aisance aquatique n'est pas anodine et que les personnes qui vont avoir la charge de mettre en place les conditions de l'acquisition de l'aisance par les enfants (c'est-à-dire encadrer ou enseigner) possèdent bien les compétences nécessaires. Ces compétences peuvent faire l'objet d'un référentiel et déboucher sur une certification (tout ou partie d'un diplôme), à visée professionnelle ou non.

C'est en second lieu une prérogative d'exercice, c'est-à-dire le droit d'exercer face à ce public et dans des conditions institutionnelles déterminées.

Les débats portent souvent indistinctement sur l'un ou l'autre des deux aspects, ce qui peut brouiller d'éventuelles propositions visant à augmenter les effectifs des personnes susceptibles d'encadrer l'acquisition de l'aisance aquatique.

1. La réglementation générale

Le premier point touche à la réglementation pour bien indiquer que l'encadrement contre rémunération de toute activité aquatique s'opère dans un milieu surveillé (article L. 322-7 du code du sport). Cette prérogative de surveillance est réservée aux titulaires d'un diplôme qui confère le titre de MNS et éventuellement, par dérogation et pour 4 mois ou en assistance au MNS, aux titulaires d'un BNSSA (Brevet national de sécurité et sauvetage aquatique)⁴³.

L'encadrement de l'activité aquatique (enseigner, animer, entraîner) doit se faire par un personnel disposant de compétences en face à face pédagogique (code du sport, article L212-1). L'enseignement n'est donc pas seulement effectué par des MNS à partir du moment où le bassin est surveillé si c'est un accès payant. Cette compétence pédagogique est le fait de personnels disposant d'une carte professionnelle ou bien œuvrant sous le statut d'une fonction publique (professeurs d'éducation physique et sportive ou professeurs des écoles par exemple). Il y a donc une dissociation entre la question de la surveillance et celle de l'encadrement des pratiques : les MNS disposant des deux compétences réglementaires.

Cette réglementation ne concerne donc pas les activités bénévoles (des parents peuvent apprendre à nager à leurs enfants...) mais les activités contre rémunération. Elle concerne ensuite les lieux d'accès payant, ce qui exclut par exemple les piscines des hôtels ou des campings qui n'organisent pas de séances payantes de natation.

2. Un contexte d'ambiguïté

D'autres aspects composent un tableau historiquement complexe. La liste serait trop longue mais nous retenons ici quelques points importants tels que l'intervention auprès des enfants des écoles et dans le cadre scolaire.

⁴³ Pour les accueils collectifs de mineurs, voir les conditions définies par l'arrêté du 25 avril 2012 portant application de l'article R. 227-13 du code de l'action sociale et des familles.

Cet encadrement répond aux exigences réglementaires générales, mais débouche très souvent sur des situations de co intervention entre des professeurs des écoles qui restent les garants de la pédagogie au nom de l'unicité du maître, des MNS qui sont souvent des fonctionnaires territoriaux et enfin des parents bénévoles qui sont agréés par l'Education nationale.

Ces compositions sont extrêmement variables selon les lieux et les moments. Cela va d'une pénurie d'intervenants qui fait que des professeurs des écoles sont seuls avec des parents, jusqu'à un sur-encadrement qui fait que ces professeurs n'interviennent plus directement. Il en ressort des situations parfois très riches, parfois très ambiguës où le MNS n'est plus en situation d'assistant mais bien en situation d'intervenant délégué.

Il y a donc un fort enjeu à définir à cet endroit les termes d'une co intervention qui articule les différentes compétences didactiques et pédagogique au profit de la construction de l'aisance aquatique.

3. Augmenter quels effectifs ?

La conférence de consensus a traité à bien des moments de ces questions et le plus souvent de façon incidente. Par exemple, la place des parents a fait l'objet de débats menés autour des compétences possédées pour accompagner ou encadrer, parfois au motif d'une relation trop émotionnelle avec les enfants, parfois au motif du caractère ponctuel et non suivi de leurs interventions.

Le jury a plusieurs fois relevé dans les débats que la question de la spécificité de l'aisance aquatique des enfants de 4 à 6 ans était minorée ou niée en tant qu'objet distinct du savoir nager. Par conséquent, augmenter le nombre des personnels encadrants pour permettre la généralisation de l'aisance aquatique des enfants a pu s'envisager différemment selon les points de vue, sans pour autant que cela soit contradictoire. Il pouvait s'agir de la nécessité d'augmenter spécifiquement les effectifs de MNS, mais également s'agir de la nécessité de trouver des ressources alternatives pour intervenir sur l'aisance aquatique des jeunes enfants. Il a été jugé important de pouvoir jouer sur tous les leviers, ne serait-ce qu'au nom de la pénurie d'intervenants ayant le titre de MNS.

4. La question d'un bloc de compétences pour des intervenants

La question de la compétence des intervenants reste centrale, d'autant plus qu'il s'agit là d'un objet nouveau et d'un public spécifique. Mettre en place une aisance aquatique avec une profondeur privant d'appuis pédestres et sans matériel de flottaison requiert des compétences didactiques et pédagogiques.

Le jury a ainsi considéré que la question de la compétence à « intervenir pour l'acquisition de l'aisance aquatique des jeunes enfants » devait s'appréhender en tant que bloc de compétences.

Ce concept utilisé depuis 2014 puis 2018 dans les lois du travail (Loi « liberté de choisir son avenir professionnel » du 5 septembre 2018) promeut l'idée que chaque partie d'une activité professionnelle engage un ensemble de compétences. Il est par conséquent possible d'identifier selon les activités des blocs de compétences à construire spécifiquement. Mais surtout, cela consiste à dire ce que ces blocs s'inscrivent réellement dans un parcours de formation initiale ou continue ou encore de Validation d'acquis d'expérience. Cela signifie que ce ne sont pas seulement des diplômes qui sont les références, mais bien les blocs qui les composent et les activités que cela permet de mener à bien, avec tout ce que cela signifie de recomposition, de développement et de capacité d'évolution des métiers et des emplois. Un bloc de compétences correspond ici à l'idée d'une brique spécifique que l'on peut ajouter à différentes « diplômes » ou différents parcours professionnels pour devenir plus adaptés ou plus précis ou plus développés.

Considérant que l'activité d'encadrement d'un enfant en vue de la construction de l'aisance aquatique relève d'une activité spécifique, la proposition est d'identifier un bloc de compétence correspondant à la capacité de mener à bien cette activité.

Les impacts attendus sont très clairs. En tant que spécificité d'intervention pédagogique, ce bloc peut renforcer une compétence plus générale ou différente d'intervention. Par exemple, un intervenant dans le domaine aquatique pourrait se former à cette spécificité sans revenir aux aspects plus fondamentaux de la pédagogie par exemple. Cette approche permet ainsi différents usages qui sont ici des pistes :

- Permettre aux MNS de renforcer leurs compétences au moment de la révision quinquennale (CAEPMNS)
- Permettre à un éducateur sportif ne possédant pas le titre de MNS d'intervenir en bassin surveillé
- Permettre à des intervenants spécialisés sur ce public de se former pour cette intervention. Nous pensons notamment aux étudiants ayant le désir de passer le concours de professorat des écoles, ou aux professeurs des écoles en poste, aux éducateurs de jeunes enfants également.

Un tel bloc de compétences ne se conçoit donc pas comme un programme de formation mais bien comme l'attestation que telle ou telle activité peut être menée correctement par son détenteur. Il faut ainsi que la formation à ce bloc de compétence puisse s'opérer autant en formation initiale qu'en formation continue et puisse se voir reconnu en VAE.

Le jury attend de cette initiative que soient largement augmentés les effectifs d'intervenants potentiels et que ce soit la compétence qui devienne première plus que le diplôme. Mais il faut aussi en attendre une convergence de personnels issus de différents horizons.

5. Une compétence collective au service des enfants

Le jury a été également marqué par le fait d'une réflexion essentiellement centrée sur la compétence de l'intervenant là où les taux d'encadrement recommandés sont très élevés et où différentes catégories de personnes sont au contact des enfants.

Le terme de co intervention vient s'ajouter aux problématiques de l'accompagnement.

Il serait alors souhaitable de se pencher de façon beaucoup plus avancée sur la question de la compétence d'une équipe au service des acquisitions des enfants. Il semble assez évident que les professeurs des écoles doivent faire équipe avec d'autres intervenants, que les MNS doivent aussi faire équipe pédagogique au-delà de l'intervention individuelle d'une personne, que le surveillant ou l'accompagnant n'est pas qu'un supplétif.

La conséquence n'est pas de diluer les responsabilités mais bien au contraire de ne pas restreindre l'exigence de compétence aux seuls intervenants directs. Il faut que les accompagnants, que les parents, que les éducateurs participants aux actions soient formés en fonction du rôle et de l'activité que l'on attend d'eux.

Et puis il est enfin nécessaire que ces personnes exerçant des rôles distincts disposent de capacités de rencontre ou de dialogue pour « faire équipe ». Il faut constamment rappeler que l'enjeu est celui de la construction par l'enfant d'une expérience positive de l'eau, en sécurité, et que cela ne peut s'opérer dans n'importe quel climat. Il faut enfin que cette approche soit inclusive. Affirmer que les enfants sont différents est banal. Pourtant, les différences prises en compte ici doivent aller bien plus loin que les seules hétérogénéités pédagogiques entre corpulences ou genres.

Que les formations soient multicatégorielles est un levier déterminant pour le dialogue et la reconnaissance mutuelle qui doit caractériser une équipe pédagogique.

6.Des formateurs de formateurs

Il s'agit ici d'un aspect qui n'est pas suffisamment exploré en termes de collaborations multicatégorielles. L'innovation constituée par l'aisance aquatique ne peut pas se traduire par des mises en œuvre concrètes si les intervenants ne sont pas formés eux-mêmes par des formateurs.

Une préconisation serait ainsi de s'attacher à ce que les formations de formateurs soient systématiquement multicatégorielles au sens d'une compétence liée à l'enfance, une aux aspects didactiques et pédagogique et une au titre de l'expérience professionnelle.

7.Renforcer les effectifs de MNS

La pénurie de MNS, si elle n'est pas réglée, porte forcément atteinte à l'ensemble des points traités ci-dessus. Les MNS restent des pièces maîtresses de ces enjeux par les différentes activités qu'ils peuvent mener.

Ainsi, renforcer l'aisance aquatique passe par la remédiation aux effectifs de MNS. Une des propositions effectuées par la C3D consiste à étendre le dispositif de l'UE SSMA (unité d'enseignement sauvetage et sécurité en milieu aquatique) (arrêté du 15 mars 2010) aux mentions « éducation et motricité » et « activité physique adaptée et santé » de Licence STAPS.

Mais d'autres propositions sont possibles pour élargir cet arrêté du côté d'autres BP du ministère en charge des sports.

Cet ensemble d'éléments conduit le jury à formuler deux préconisations relatives à la formation : celle des MNS (préconisation n°7) et celles des autres intervenants (préconisation n°8).

Préconisation n°7 portant sur la formation des MNS

Les MNS restent une pièce maîtresse de la réussite à l'échelle locale autant que nationale de l'ambition d'aisance aquatique. Il convient par conséquent de favoriser leur adaptation à un objet nouveau :

- par des mesures de formation continue
- par des mesures de vivier de formation initiale
- par des mesures de valorisation du travail (co intervention)

Préconisation n°8 portant sur la formation des autres intervenants

Il convient de doter tous les personnels concernés par l'acquisition de l'aisance aquatique de compétences spécifiques dans le cadre de la formation initiale et continue adossées à des blocs de compétences mis à jour.

Notamment, il s'agit de favoriser et compléter :

- la formation des professeurs des écoles dès la licence
- la formation des ATSEM et AESH
- la formation d'autres intervenants susceptibles de contribuer aux actions (travailleurs sociaux...)

Il convient de vérifier que l'ensemble de ces personnels disposent eux-mêmes de capacités d'agir en toute sécurité en milieu aquatique ainsi que le PSC1. Si l'Ecole constitue bien un point central pour l'aisance aquatique, il convient de concevoir des processus de co-intervention à l'aisance aquatique (PE-MNS par exemple) qui fassent l'objet de la mise en place de formations multi catégorielles.

Mesure n°18 : Actualisation de l'arrêté du 15 mars 2010 concernant la sécurité et le sauvetage en milieu aquatique

Transformation de l'UE SSMA/CS SSMA en bloc de compétences ouvrant sous conditions au titre de MNS

Un bloc de compétences de type UESSMA (sécurité sauvetage en milieu aquatique) doit être ouvert aux licences mention Éducation et motricité et Activité physique adaptée et santé de la filière universitaire STAPS (sciences et techniques des activités physiques et sportives) pour élargir le vivier.

Inclure la problématique de l'aisance aquatique au référentiel de compétences du BP AAN

Mesure n°19 : Création d'un bloc de compétences : Accompagnement de l'aisance aquatique

Il vise à sensibiliser les ATSEM ou assimilés à l'accompagnement du jeune enfant à la piscine en vue d'y bénéficier de séances d'enseignement de l'aisance aquatique. Ce bloc contiendrait particulièrement une dimension relevant de l'appréhension par le jeune enfant d'un univers complexe (vestiaire, pédiluve, douches ...).

Mesure n°20 : Création d'un bloc de compétences : Enseignement de l'aisance aquatique

Ce bloc de compétences doit pouvoir compléter une formation de personnels compétents pour l'intervention auprès des enfants, dans toute APS ou bien d'autres spécialités aquatiques. Il doit se positionner le plus possible en amont des formations pour toucher par exemple les étudiants se destinant aux métiers de l'enseignement du premier degré. Il doit être adapté pour être mobilisé et/ou acquis par des diplômés de différents niveaux de qualification (BP, Deust, Diplômes d'Etat JEPS, Licence, DES JEPS)

Ce bloc doit pouvoir être validé lors des révisions quinquennales des MNS.

Il peut concerner les travailleurs sociaux (EJE AS, ES) susceptibles d'intervenir en médiation familiale ou avec des enfants accueillis en établissements collectifs d'accueil du jeune enfant (EAJE) (soulignons qu'1 millions d'enfants fréquentent un EAJE⁴⁴)

Mesure n°21 : Création d'un bloc de compétences : Formateur d'enseignants de l'aisance aquatique

Ce bloc de compétences accessible par la VAE (par ex MNS ayant validé un niveau licence et justifiant d'une expérience significative de l'enseignement de l'aisance aquatique) est destiné à valoriser des compétences de formateurs d'enseignants. Il est accessible au niveau Master (Master Formateurs d'enseignants et/ou DES JEPS).

⁴⁴ Rapport 2016 de l'Observatoire national de la petite enfance.

Thème 6 : Construction de l'aisance aquatique

Quels sont les repères possibles au plan didactique, pédagogiques ou institutionnels concernant la construction par l'enfant de son aisance aquatique ?

Les différents aspects didactiques et pédagogiques relèvent souvent d'un certain nombre de choix pragmatiques ou idéologiques et le lien avec la recherche, s'il est appelé de tous, reste souvent distendu. A l'inverse, la recherche n'éclaire pas directement les pratiques et c'est pourquoi il était indispensable que cette conférence de consensus comprenne une séquence didactique et pédagogique. Loin de valider tel ou tel procédé ou méthode, nous avons cherché ici à identifier les points de repères qu'il conviendrait de saisir pour permettre aux intervenants d'être les plus efficaces possibles au service de l'aisance aquatique.

1. Un objet d'enseignement et d'apprentissage

Existe-t-il une didactique de l'aisance aquatique en tant que contenu d'enseignement et d'apprentissage ? Si nous respectons la définition arrêtée dans la préconisation n°1, il s'agit de la construction d'une expérience positive de l'eau pour y agir de façon plus adaptée le cas échéant.

Cette réponse a été décrite pendant les débats comme étant la réponse au « Quoi ». Paradoxalement, beaucoup de contributeurs ont porté leur attention sur ce « quoi » en y plaçant le plus souvent des situations. Ainsi, F. Potdevin « *Il apparaît à la lecture des ouvrages et des propositions pédagogiques, des indicateurs comportementaux clés qui jalonnent le processus d'apprentissage chez les 4 ans :*

- *Immerger la tête volontairement et s'engager dans des apnées de plus en plus longues (10 secondes)*
- *Quitter les appuis plantaires*
- *Explorer la profondeur (1,5 fois la taille) et se laisser remonter passivement, à partir de chutes*
- *Se laisser flotter dans toutes les positions en apnée inspiratoire*
- *A partir de n'importe quelle position, retrouver une posture souhaitée (souvent à l'horizontale ventrale et dorsale)*
- *Conserver des postures lors de glissée et coulée en résistant aux résistances à l'avancement*
- *Conserver des postures hydrodynamiques malgré la mobilisation des jambes puis des bras.*

Le contrôle respiratoire ne fait pas consensus ; certains auteurs privilégiant l'apnée inspiratoire quand la tête est dans l'eau, tandis que d'autres proposent très rapidement des expirations aquatiques »

Il nous semble qu'il n'y a pas de contradiction à cet endroit, mais que la relation à l'eau qui reste l'objet essentiel à construire n'ait pas réellement donné lieu à des travaux identifiant l'expérience des enfants. Identifier un comportement souhaité, une technique enseignée ou une habileté à construire ne se focalise peut-être pas assez sur les transformations profondes qui s'opèrent et qui ouvrent ou ferment des portes vers ces habiletés. Pour cela, il serait décisif de mieux cerner ce qui constitue la réalité de l'expérience des enfants, y compris subjectivement. Comme indiqué lors de la conférence, trop peu de travaux se sont attachés à cette dimension pourtant cruciale pour la détermination des contenus et des formes didactiques et pédagogiques.

A l'inverse, le jury note un consensus unanime autour du contexte de cet objet : le fait de ne disposer d'aucun matériel de flottaison là où règne une profondeur qui ne permet aucun appui a rassemblé tous les contributeurs (si l'enjeu de la situation est d'expérimenter la perte des appuis plantaires).

2. Une construction

Le jury a tenté de rassembler des éléments permettant de mieux identifier ces éléments de contexte ou d'environnement qui pourraient constituer des points de repère pour la construction de l'aisance aquatique.

Le premier point est la confirmation de la précocité possible de la démarche de construction de l'aisance aquatique. La revue de littérature a identifié un certain nombre de travaux qui relèvent des acquisitions réelles, c'est-à-dire des transformations de la motricité, dès l'âge de 4 ans.

Le second point de consensus reste la variété des situations d'exercice de l'aisance aquatique. Cette variété exclut cependant des aspects d'endurance à ces âges et le consensus se fait sur l'idée que les qualités d'endurance révèlent des équilibres liés au déplacement plus que ceux liés à l'aisance telle qu'elle est mise en jeu lors de la petite enfance.

Le troisième point de la construction est un consensus pour indiquer qu'il restait difficile d'affirmer ou d'infirmer la supériorité de l'apprentissage massé sur l'apprentissage distribué. Dans ce contexte, les classes bleues ont apporté de bons résultats et il serait nécessaire de les soumettre à la mesure scientifique pour transformer cela en point de repère intangible. D'évidentes raisons d'organisation matérielles plaident plutôt en leur faveur ce qui n'exclut pas d'autres modalités d'enseignement.

Enfin le dernier point de consensus sur la construction consiste à contextualiser l'aisance aquatique en y intégrant les aspects externes au milieu aquatique (appréhension du vestiaire et des douches en particulier). L'environnement immédiat ne peut être étranger à la construction proposée.

3. Des aspects pédagogiques

En tant que mise en place d'une relation à l'enfant, les aspects pédagogiques sont décisifs. Pourtant, cette question relevant du « comment » a très souvent été éludée par les intervenants qui ont souligné la nécessité d'une très forte liberté pédagogique.

Le temps de présence des enfants dans l'eau aux alentours de 40 minutes maximum, les effectifs des intervenants de 5 à 8 par enfant ou encore le nombre de séances ont surtout servi à traiter des nécessaires adaptations en fonction des contextes. *« La pédagogie recommandée pour ce type d'apprentissage est celle d'une activité de 40 minutes dans l'eau si possible dans le cadre de séances quotidiennes groupées sur une période de 8 à 10 jours. Le nombre de jours pouvant varier selon le niveau d'appréhension de l'enfant. Le nombre d'enfants par groupe étant de 8 à 10. La température de l'eau doit être relevée par rapport à l'utilisation classique de la piscine »* écrit Collas.

Plus avant, le jury a senti une certaine retenue sur des sujets pédagogiques tels que la présence d'un intervenant dans l'eau. Il semble pourtant que la présence d'un adulte dans l'eau possède différentes vertus affectives, mais également didactiques au sens de la facilitation d'éprouver un milieu nouveau avec des repères (celui de pouvoir inférer de la position de l'adulte dans l'eau le fait que le bassin dispose bien d'un fond par exemple).

Enfin, les notions de plaisir des enfants sont très peu rappelées. Il est même possible que le terme de jeu n'ait pas été prononcé. Le jury y a perçu toute la contradiction pédagogique entre la nécessité de construire une expérience au sein d'un milieu qui ne doit plus être considéré comme hostile et la nécessité de bien percevoir le danger et les risques encourus.

La pédagogie consiste bien à ne pas laisser s'installer une dimension anxiogène, générant un type d'expérience peu en rapport avec ce qui est attendu et recherché. Tous les intervenants étant

conscients de cette contradiction, nous sommes renvoyés le plus souvent à une crise de temps, d'espace et d'effectifs intervenants qui ne sont pas propices au fait de laisser les enfants « prendre du temps » dans l'eau. Nous souhaitons néanmoins rappeler ces points déterminants comme fil rouge ainsi que le cabinet d'architectes l'a démontré pendant la conférence.

Nous avons plusieurs fois souligné le fait de différents types d'intervenants pour la construction de l'aisance aquatique et que ces intervenants devaient travailler en équipe. Il devient alors nécessaire de se servir des bonnes pratiques pour mieux identifier les répartitions possibles des rôles. Il n'est pas question d'opposer les professionnels aux bénévoles, les parents aux enseignants, les intervenants aux accompagnateurs. Il est au contraire nécessaire de préciser ce que chacun peut et doit apporter et à quelles conditions pédagogiques cela peut et doit être apporté. C'est une forme de contrat d'intervention qu'il faut construire pour que le principe de l'intervention vers ces enfants soit celui de l'ouverture et de l'inclusion dans le respect des objectifs, de la sécurité et des responsabilités de chacun.

Cela conduit le jury à formuler une 9^e préconisation portant sur les aspects pédagogiques de l'enseignement de l'aisance aquatique

Préconisation 9 portant sur les aspects pédagogiques

Au regard de la diversité des contextes et de la singularité des apprenants, il n'est pas souhaitable de fixer des recommandations trop strictes relatives aux modalités pédagogiques, à l'exception de trois éléments intangibles :

-ne pas arrêter des repères annuels figés à ces âges pour lesquels le respect de la variabilité des rythmes d'apprentissage est capital.

-ne pas évaluer les capacités de l'enfant dans des situations où il disposerait de matériel de flottaison et d'appui terrestre.

-l'intervention s'opère en équipe pédagogique

Le jury souligne fortement l'importance de la construction d'une expérience positive du milieu aquatique qui doit guider en toutes circonstances l'action de l'ensemble des intervenants. En ce sens, le positionnement de l'intervenant dans l'eau et non en extérieur est fort recommandable pour ces tranches d'âge et la visée d'aisance aquatique.

Mesure n°22 : Construire des ressources pédagogiques.

Création d'un site dédié à la diffusion des bonnes pratiques (Rapprochement base Eduscol) ainsi qu'un Vademecum de l'équipe pédagogique pour l'aisance aquatique

Evaluer les expérimentations : exemple, « Classe bleue », différents protocoles de travail en équipe

Rédaction d'un relevé de bonnes pratiques des infrastructures en direction de l'aisance aquatique : accueil, vestiaires, douches, sonorité.

Mesure n°23 : Favoriser la recherche-action-formation.

Encouragement de recherches action-formation par des CREPS et des universités (convention C3D, directeurs de creps...) (didactique, analyse de l'activité de l'enfant).

Conclusion autour des conditions de mise en œuvre de cette politique

Au terme des analyses des différentes facettes de l'aisance aquatique, le jury s'est penché sur la question toujours délicate de la mise en œuvre d'une telle politique. Comment échapper à « un rapport de plus » qui ne déboucherait pas sur des transformations concrètes ? Il convient alors de prendre un peu de recul pour observer les différents apports et propositions qui ont vu le jour afin d'adapter les propositions de mise en œuvre aux réalités institutionnelles autant que pratiques.

Ces travaux ont tout d'abord pointé que la question de l'aisance aquatique, de par les bénéfices potentiels perçus, relève d'un changement de paradigme. Cela signifie que ce n'est pas seulement de l'usage d'un concept « aisance aquatique » dont il est question, mais d'un changement de regard avec toutes les conséquences possibles, y compris en termes de mise en tension. Le « savoir nager » n'est plus ici le point de départ de la réflexion mais un point d'arrivée, d'étape ou d'effet ultérieur. Nous entrons dans un processus de construction ouvert avec des points de repères. Nous pointons un autre objet, avec une action bien plus précoce et donc forte sur un public beaucoup plus jeune. Nous posons des axes didactiques et pédagogiques un peu différents du fait de l'objet, des caractéristiques des publics et des enjeux sociaux. Nous réinterrogeons les intervenants et leurs coopérations.

Il en ressort la nécessité d'une vision systémique qui organise un ensemble d'interventions et de mesures distinctes mais complémentaires, avec des orientations convergentes, un sens et des visions partagées.

Ce n'est pas un vœu naïf mais bien une analyse qui consiste à relever par avance les lignes de tension qui risquent de subsister ou menacer la réussite de la mise en œuvre. Par exemple, il n'est pas question de laisser s'installer une ligne de tension inutile opposant l'aisance aquatique au savoir nager : cela impose une vigilance sur l'ensemble des aspects, textes et pratiques construites et/ou juxtaposées depuis longtemps.

L'approche systémique justifie la nécessité d'un pilotage dynamique et pérenne car les changements de paradigmes se traduisent par des formes de déséquilibres qui, selon le phénomène de « culbuto », peuvent voir le retour à l'équilibre antérieur après une impulsion ponctuelle.

D'autres lignes de tension sont à envisager comme autant de dialectiques, positives ou négatives. L'aisance aquatique renouvelle la question des rapports entre le national et le territorial. Ce dernier reste le périmètre opérationnel de ces changements et rien ne se fera sans une opérationnalisation à cette échelle. Mais cet échelon opérationnel ne peut s'organiser que sur la base d'une perception claire des priorités à l'échelle nationale. L'aisance aquatique comme l'un des moyens de lutte contre les noyades est une priorité nationale et ceci ne peut tomber sous couvert d'une opposition entre les deux échelons de responsabilité.

La tension entre les différents acteurs impliqués a également été perceptible. La nature du public concerné et du milieu dans lequel il est conduit à évoluer implique plusieurs familles de métiers : celles des milieux aquatiques, celles de l'enseignement et celles du jeune enfant, mais également un ensemble d'intervenants issus du milieu parental et familial. Il est ainsi nécessaire de construire un agir professionnel partagé, ce qui est une véritable révolution de pensée et d'usages en direction d'une compétence et d'un projet collectifs.

Le terme d'alliance éducative pourrait résumer la façon dont il faut réussir à faire converger autant d'acteurs et d'institutions en direction de ces publics spécifiques. C'est pourquoi il est aussi important

de faire apparaître l'aisance aquatique à tous les niveaux d'organisation et de coordination des acteurs.

Il a également bien été perçu que la question de l'aisance aquatique mettait en lumière une problématique de culture plus globale. Le rapport à l'eau d'un enfant n'emprunte pas seulement à ses parents, son entourage ou son niveau social, il repose et engage une forme générale de culture de l'eau. La noyade est un révélateur et non un évènement isolable de notre société. L'ambition devient alors plus forte et plus globale puisque nous devons participer à une acculturation plus générique au milieu aquatique, ses activités et son environnement.

Enfin, les effets attendus vont également dans le sens de l'inclusion, de l'acceptation de différences et du vivre ensemble mais aussi de la perception d'enjeux écologiques forts. La vision institutionnelle n'est pas seulement large en raison de l'importance du sujet, elle est large parce qu'il convient d'en mesurer les effets pour tous les enfants et à tous les niveaux de la société.

C'est en ce sens que le jury formule une dernière préconisation, de pilotage :

Préconisation 10 portant sur le suivi et la mise en œuvre de cette politique

Les recommandations ci-dessus nécessitent la mise en place :

- d'une commission chargée de la rédaction des outils nécessaires (grille repère, vademecum à l'usage des acteurs des territoires, blocs de compétences),**
- d'un comité national de suivi de la politique publique en faveur de l'acquisition de l'aisance aquatique,**
- d'un pilotage renforcé au plan départemental confié conjointement au préfet et à l'IA-DASEN.**

Une évaluation de cette politique devrait être confiée aux inspections générales dès la première année de sa mise en œuvre.

Mesure n°24 : Création d'une commission ad hoc de coordination et de suivi des actions menées

Cette commission, la plus interministérielle possible, sera chargée de coordonner la mise en œuvre et d'en rendre compte à la ministre des sports.

Suivi de la mise en œuvre au sein de la commission « Aisance Aquatique » de la Conférence Régionale du Sport.

Suivi de la mise en œuvre au sein des « Groupes d'Appui Départementaux » en lien avec l'application du Plan Mercredi et des PEdT.

Création d'un comité de pilotage départemental supplémentaire et qui regroupe : CP EPS, service JES DASEN, représentants des collectivités.

Accompagnement de la mise en œuvre par l'IGESR dès la première année

Enquête DEPP